

SOTSIALNYI RUKH

UNE ORGANISATION SOCIALISTE UKRAINIENNE



BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ
COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN
DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

SYLÉPSE



BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOTSIALNYI RUKH
UNE ORGANISATION SOCIALISTE
UKRAINIENNE

COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE
SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE
ÉDITIONS SYLLEPSE

L'UKRAINE AUX ÉDITIONS SYLLEPSE

- Brigades éditoriales de solidarité, *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine*, 2022.
- Réseau syndical international de solidarité et de luttes, *Ukraine : solidarité syndicale en temps de guerre*, 2022.
- Brigades éditoriales de solidarité, *L'Ukraine insurgée*, 2022.
- Christian Mahieux, «Guerre, paix, impérialismes... des questions syndicales», *Les Utopiques*, n° 21, 2022
- Bernard Dréano, *Jours gris et nuages d'acier sur l'Ukraine*, 2023.
- Brigades éditoriales de solidarité, *L'Ukraine en toutes lettres*, 2023.
- Ivan Dziouba, *Internationalisme ou russification ?*, 2023.
- Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, *Maksym Butkevych, Libertaire, antimilitariste, engagé volontaire, prisonnier de guerre*, 2023.
- Guy Dechesne, *Russie : les réfractaires à la guerre d'invasion en Ukraine*, 2025.
- Soutien à l'Ukraine résistante*, 38 numéros parus, 2022-2025.

Publié par les Brigades éditoriales de solidarité
en collaboration avec le Comité français du Réseau européen de
solidarité avec l'Ukraine (www.facebook.com/profile.php?id=100087563586225)
et les Éditions Syllepse (www.syllepse.net).

Supplément au n° 38 de *Soutien à l'Ukraine résistante*, 1^{er} mai 2025.

Illustrations : Katya Gritseva.

ISBN : 979-10-399-0306-6 (papier)

ISBN : 979-10-399-0307-3 (PDF)

TABLE DES MATIÈRES

UNE PERSPECTIVE SOCIALISTE DANS UNE UKRAINE EN GUERRE	5
LA GAUCHE DEVRAIT SOUTENIR UNE PAIX JUSTE POUR L'UKRAINE, PAS UN ACCORD TRUMP-POUTINE VISANT À APAISER L'AGRESSEUR	9
LA SOCIÉTÉ UKRAINIENNE DANS LA QUATRIÈME ANNÉE DE RÉSISTANCE À L'INVASION RUSSE: POINTS D'UNITÉ ET DE DIVISION	27
POUR UNE UKRAINE SANS OLIGARQUES NI OCCUPANTS!	41
LA QUESTION DU LOGEMENT	49
L'ÉTAT PREND-IL ENCORE SOIN DE NOUS?	51
LA GUERRE ET L'AVENIR DE L'UKRAINE ET DE LA GAUCHE	55
PAS DE CHAUVINISME DANS LA POLITIQUE LINGUISTIQUE	65
POUR UNE MOBILISATION JUSTE SOCIALEMENT	67
LES DROITS DU TRAVAIL SONT MIS À MAL	69
LA LUTTE DES CLASSES N'EST PAS TERMINÉE DANS LA GUERRE EN COURS	71
VICTOIRE ET HAINE DE L'ENNEMI	81
NOTRE OBJECTIF PRINCIPAL EST MAINTENANT DE GAGNER CETTE GUERRE	89
DÉCLARATION DE CONSTITUTION	101



INTRODUCTION

UNE PERSPECTIVE SOCIALISTE DANS UNE UKRAINE EN GUERRE

PATRICK LE TRÉHONDAT¹

Huit mois après le début de la guerre à grande échelle, Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) réunissait ses militant-es en conférence nationale à Kyiv. Cet événement, qui s'est tenu le 17 septembre 2022, dans des conditions très difficiles, se devait de faire le point de la situation et fixer la feuille de route de l'organisation.

Tirant le bilan des mois passés depuis le 24 février 2022, Sotsialnyi Rukh soulignait que «la société civile avait été contrainte de remplir le rôle de l'État et, au lieu d'attendre une assistance de sa part, d'assumer presque toutes ses fonctions sociales».

La guerre, poursuivait la déclaration, avait «conduit à de nouvelles formes d'auto-organisation et de politique populaire» :

La mobilisation du peuple sur la base de la guerre de libération nationale a renforcé le sentiment d'implication populaire dans une cause commune et la conscience que c'est grâce aux gens ordinaires, et non aux oligarques ou aux entreprises, que ce pays existe. La guerre a radicalement changé la vie sociale et politique en Ukraine, et nous ne devons pas permettre la

1. Patrick Le Tréhondat est membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du Réseau européen de soutien à l'Ukraine. 1^{er} mai 2025.

destruction de ces nouvelles formes d'organisation sociale, mais les développer.

Parmi les revendications mises en avant, Sotsialnyi Rukh insistait sur la nécessité de «la nationalisation des entreprises clés sous contrôle ouvrier» et de «l'ouverture des livres de compte dans toutes les entreprises, quelle que soit la forme de propriété et l'implication des salariés dans leur gestion, création d'organes et de comités élus séparés pour la réalisation de ce droit».

L'organisation fixait ainsi une orientation politique autogestionnaire pour le contrôle et la gestion de la société par la population, une nécessité face à un pouvoir oligarchique déficient dans les tâches de la défense du pays. Ainsi, dans une interview donnée, lors de son passage à Paris en novembre 2022, Katya Gritseva, membre de cette organisation, observait que «beaucoup de gens étaient volontaires» :

Ils s'engagent dans l'aide mutuelle, créent des organisations extra-étatiques pour pallier les carences d'un État peu préparé à une telle situation. Cette dynamique d'auto-organisation est contradictoire avec le retour des conservateurs, voire de l'extrême droite. Pour la gauche, il agit d'agir en faveur de cette dynamique, d'aider les travailleurs, les gens, sans prétendre leur donner des leçons à la manière des staliniens.

Depuis, contre vents et marées, Sotsialnyi Rukh a maintenu cette orientation socialiste tout en participant de toutes ses forces à la résistance anti-impérialiste contre l'agresseur russe. Nombre de ses militant·es se sont engagé·es dans les forces armées et l'organisation organise en permanence des collectes de fonds pour leur apporter un soutien matériel (notamment pour l'achat de drones). Sotsialnyi Rukh apporte également une aide aux soldat·es dans la

défense de leurs droits sociaux, en particulier par l'animation d'une *hot-line* pour répondre à leurs questions et les aider à résoudre leurs problèmes face à une hiérarchie trop souvent autoritaire.

Sotsialnyi Rukh est une petite organisation, mais ce n'est pas un groupuscule. En son sein, sensibilités marxistes et libertaires, par exemple, se mélangent. Ses militant-es sont inséré-es dans le mouvement syndical, dans les deux confédérations FPU et KVPU, mais aussi dans les syndicats indépendants comme celui du personnel soignant *Soyez comme nous*, le syndicat étudiant *Priama Diia* ou encore le syndicat des locataires.

Sotsialnyi Rukh impulse partout où il le peut l'auto-organisation démocratique des exploité-es et des dominé-es face au pouvoir ukrainien qui, au service des classes dominantes, détruit pas à pas les acquis sociaux du prolétariat ukrainien et est par trop souvent inefficace. Il revendique le contrôle et la gestion des entreprises par les salarié-es mais aussi, par exemple, celui des abris antiaériens par la population à la suite de graves dysfonctionnements qui ont mis en danger ceux et celles qui cherchaient un refuge lors de bombardements.

Sotsialnyi Rukh prête également une attention soutenue à la formation de ses membres et aux débats d'idées. Malgré la guerre, il apporte sa part à une vie intellectuelle vivace et critique. Il organise régulièrement des conférences sur des sujets les plus divers, comme la défense des droits des travailleur-euses, l'histoire du mouvement ouvrier ukrainien ou encore celle du mouvement révolutionnaire en Amérique du Sud. Tous ces forums publics sont également diffusés en ligne. Les conférencier-es viennent parfois d'autres pays, car Sotsialnyi Rukh s'affirme comme une organisation internationaliste qui n'oublie pas, même en période de guerre,

de commémorer le massacre de Tian'anmen par la bureaucratie chinoise, de saluer une grève des travailleuses britanniques, de publier des informations sur les luttes ouvrières ou anticoloniales dans le monde (Géorgie, Palestine, Argentine, États-Unis...).

Dans la douloureuse lutte de libération nationale que mène l'Ukraine, malgré les trahisons et les abandons occidentaux, Sotsialnyi Rukh défend une perspective socialiste qui combine à la lutte existentielle du pays l'émancipation sociale par l'autodétermination et l'auto-organisation des masses ukrainiennes.

Ce recueil illustre ce combat mais aussi cette démarche concrète (et ses voies transitoires) pour un socialisme démocratique d'auto-gestion. Son expérience, ses pratiques sociales et écrits politiques constituent pour les gauches internationales un acquis inestimable dans leur entreprise d'élaboration d'un programme pour l'émancipation au 21^e siècle.

LA GAUCHE DEVRAIT SOUTENIR UNE PAIX JUSTE POUR L'UKRAINE, PAS UN ACCORD TRUMP-POUTINE VISANT À APAISER L'AGRESSEUR

ENTRETIEN AVEC DENYS PILACH¹

Quelle a été la réaction en Ukraine à la récente rencontre entre Trump et Zelensky ?

La réaction a été, comme on pouvait s'y attendre, celle de l'indignation. Le consensus est que Trump et J. D. Vance ont tenté d'humilier non seulement Zelensky, mais l'Ukraine et son peuple. Ils n'ont montré aucun respect pour l'Ukraine et ont cyniquement blâmé la victime. Ils se sont révélés être des tyrans prenant le parti d'un autre tyran qui fait la guerre à l'Ukraine. D'après ce que j'ai entendu des gens, y compris dans l'armée, ils sont en colère contre l'administration américaine actuelle. Ils estiment que l'Ukraine est victime de chantage pour conclure un « accord » très désavantageux, qui cédera nos ressources en échange de rien : aucune garantie de sécurité, aucun gain, rien. L'accord est simplement un accord où l'Ukraine est contrainte de tout payer, et non l'agresseur.

1. Propos recueillis par Federico Fuentes et publié par *Links*. Traduit pour *Europe solidaire sans frontières* par Adam Novak. 13 mars 2025.

C'est l'opposé de ce pour quoi notre organisation, Sotsialnyi Rukh et la gauche ukrainienne au sens large ont fait campagne. Nous avons exigé que la dette extérieure de l'Ukraine soit annulée. Nous avons dit que la reconstruction devrait être financée par les richesses que les oligarchies russes et ukrainiennes ont pillées dans l'espace post-soviétique et qu'elles stockent maintenant en Occident et dans les paradis fiscaux. Certains de ces actifs ont été gelés et devraient être utilisés pour reconstruire l'Ukraine. Mais actuellement, c'est l'inverse qui se produit.

Il y a donc beaucoup de mécontentement contre Trump. Seule une très petite minorité continue d'entretenir des illusions à son sujet. Ils pensent que Zelensky aurait dû être plus obéissant, car ils pensent que si on flatte l'ego de Trump, il vous écouterait. Mais la façon dont de nombreux dirigeants mondiaux ont essayé de conclure des accords avec Trump n'est pas seulement méprisable, elle n'a fait que renforcer la conviction de Trump, Vance et Musk qu'ils ne font face à aucune résistance forte, au niveau national ou international, et qu'ils peuvent tout se permettre.

Le seul élément optimiste qui en ressort est peut-être que les gens perdent leurs illusions, non seulement sur Trump mais sur sa politique conservatrice de droite dure. Avant qu'il ne prenne ses fonctions, lorsqu'il faisait des affirmations absurdes sur la fin de la guerre en 24 heures, il y avait beaucoup d'espoir en Ukraine où on pensait que, d'une manière ou d'une autre, l'imprévisibilité de Trump aiderait à changer le cours des événements et que peut-être, magiquement, il pourrait créer une issue favorable à la guerre. Maintenant, presque tout le monde déteste Trump. Le lien direct entre la politique de droite dure de Trump et celle de Poutine est devenu visible. Trump et Poutine sont vus comme étant

identiques : ce sont deux dirigeants de deux grandes puissances qui veulent imposer la loi du plus fort au monde, où les plus forts dictent les conditions.

Diverses explications ont été données pour expliquer le virage à 180 degrés de la politique américaine envers l'Ukraine. Comment l'expliques-tu ?

Pour certains, il s'agirait d'une stratégie visant à détacher la Russie de la Chine. Mais il est difficile de discerner une vision particulièrement cohérente en matière de politique étrangère de Trump. Ce que nous pouvons voir, cependant, c'est un message idéologique très clair. Trump, Vance et Musk disent au monde, et en particulier à l'Europe : « Nous vous déclarons la guerre. » Ils disent : « Nous voulons amener des forces d'extrême droite et néofascistes au pouvoir partout, et nous ne travaillerons qu'avec ces dirigeants fascistes et autoritaires. » Il est assez révélateur que les seuls qui sont désormais accueillis et respectés par la Maison Blanche sont des criminels de guerre recherchés par la Cour pénale internationale. Il suffit de voir comment Netanyahu a été accueilli lors de sa récente visite ou comment l'administration Trump parle de Poutine ; Trump évite toujours de blâmer Poutine pour la guerre ou de le qualifier de dictateur, préférant parler de son leadership fort.

D'autres sont plus que ravis d'accueillir ceux qui sont associés à ce que nous pouvons appeler le « salut Elon » : l'Alternative pour l'Allemagne, le président argentin Javier Milei, et d'autres partis et dirigeants politiques d'extrême droite qui promeuvent l'ultra-conservatisme, le fondamentalisme du marché et le néofascisme.

Un nouvel axe émerge clairement, réunissant Trump, Poutine, Netanyahu, l'extrême droite en Europe et divers régimes

autoritaires du monde entier. On a pu le voir en action lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU sur le projet de résolution condamnant la guerre de la Russie présentée par l'Ukraine et une cinquantaine de cosponsors à l'occasion du troisième anniversaire de l'invasion. Parmi ceux qui ont voté contre figuraient la Russie, bien sûr, mais aussi les États-Unis, Israël, la Hongrie, les juntes militaires de la ceinture des coups d'État en Afrique occidentale, la Corée du Nord, etc. Même l'Argentine, qui se présentait auparavant comme ultra pro-ukrainienne, s'est abstenue ; Milei n'a pas pu se résoudre à critiquer papa Trump.

En ce qui concerne les États-Unis, la Russie et Israël, il y a un alignement clair des intérêts avec leur vision du monde. C'est une vision que Poutine a défendue pendant longtemps, et qu'il a présentée comme la « multipolarité ». Dans cette vision, la Russie, par exemple, est libre de faire ce qu'elle veut dans l'espace post-soviétique, tandis que les États-Unis sont libres de faire ce qu'ils veulent dans l'hémisphère occidental. Bien sûr, les États-Unis mènent des politiques impérialistes dans cette région depuis de nombreuses années. Mais ce que nous voyons maintenant - avec Trump émettant des revendications expansionnistes sur le Groenland, le Canada, le Panama, et faisant pression sur les États latino-américains, à commencer par le Mexique - c'est qu'ils ne cherchent même plus à cacher ce fait.

En ce sens, nous avons quelque chose de similaire à l'impérialisme d'il y a plus d'un siècle. Beaucoup, dans la gauche campiste [qui voit le monde divisé en un camp pro-impérialisme américain et un camp anti-impérialisme américain] sont tombés dans le piège de penser qu'il serait intrinsèquement préférable d'avoir de nombreux centres de pouvoir à travers le monde ; que cela serait

en quelque sorte automatiquement plus égalitaire, plus démocratique. En fait, le contraire s'est avéré être vrai: cette marque de «multipolarité» ne concernait pas la démocratisation du monde, mais son partitionnement en sphères d'influence, où une poignée de grandes puissances – et uniquement ces grandes puissances – ont une capacité d'action.

Dans ce scénario, il est vrai que la seule grande puissance que Trump considère comme une véritable concurrente est la Chine, ils veulent donc la Russie de leur côté. Mais l'alliance de Trump avec Poutine ne peut pas s'expliquer simplement par la géopolitique. Recourir à une pensée purement géopolitique, tout en abandonnant l'analyse de classe, est le talon d'Achille d'une grande partie de la gauche contemporaine. Trump et Poutine sont des modèles pour l'extrême droite mondiale. Ils partagent une vision d'un ordre conservateur qui cherche à démanteler l'héritage des Lumières, et ils veulent répliquer cette vision nationaliste, chauvine et exclusive à travers le monde. C'est ce qui explique cette alliance.

Et cette alliance a à voir avec la classe. Les sections les plus réactionnaires de la classe dirigeante en Occident saisissent l'occasion de démanteler les vestiges de l'État-providence et de revenir sur les concessions obtenues par le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux au cours du 20^e siècle. Nous le voyons avec l'assaut mené aux États-Unis par Musk – le capitaliste le plus riche du monde – contre la sécurité sociale, l'éducation, la santé publique, contre tout. Ils veulent mettre en œuvre ce que certains appellent le technoféodalisme, mais que j'appelle l'ultracapitalisme sous stéroïdes. Là encore, Trump et Poutine ont une vision commune: le président milliardaire américain envie le système oligarchique russe, où les dirigeants politiques permettent aux ultra-riches de

continuer à piller tant que les oligarques n'interfèrent pas dans les décisions politiques. Ce système oligarchique, basé sur un pouvoir suprême sans contrôle, est quelque chose que Trump et l'extrême droite aimeraient répliquer en Occident.

Tout cela fait donc partie de leur vision partagée pour remodeler l'ordre mondial en un ordre où les nations plus petites et leurs propres peuples sont privés de toute capacité d'action. Ils veulent imposer des hiérarchies autoritaires *hardcore* dans chaque pays. Leur tentative délibérée d'humilier l'Ukraine était une manifestation claire de la façon dont cet axe de réaction extrême croit que le monde devrait fonctionner.

L'accord proposé par Trump n'abandonne-t-il pas seulement l'Ukraine mais aussi le Sud global ?

La première chose à dire concernant l'accord sur les terres rares est que nous ne savons toujours pas exactement ce qu'il contient. En fait, nous ne savons même pas s'il existe un accord finalisé. Deuxièmement, même s'ils procèdent à l'accord, il est actuellement basé sur des estimations d'explorations réalisées à l'époque soviétique. Il n'y a donc aucune garantie que l'Ukraine dispose de suffisamment de terres rares pour satisfaire le supposé accord de 500 milliards de dollars américains.

Que se passe-t-il s'ils découvrent qu'il n'y a pas assez de minéraux ou que l'extraction sera trop coûteuse ? L'accord semble impliquer que l'Ukraine devrait compenser les États-Unis en cédant d'autres ressources et d'autres secteurs de son économie, notamment les infrastructures.

Clairement, cet accord vise à imposer un colonialisme économique. Il ne peut qu'ancrer le rôle de l'Ukraine en tant que pays

dépendant et exploité, et établit un dangereux précédent pour le Sud global.

Qu'en est-il des pourparlers de paix proposés entre la Russie et les États-Unis ? Quelle est leur signification ?

Concernant les négociations entre Moscou et Washington pour partitionner l'Ukraine par-dessus la tête des Ukrainiens : si cet accord se concrétise, il devrait servir de leçon importante aux peuples du monde, en particulier dans le Sud global. La situation est très claire. L'Ukraine, en tant que pays périphérique, a été maltraitée par l'impérialisme russe voisin. De plus, elle est maintenant vendue par l'impérialisme américain. Ces deux impérialismes s'entendent sur un accord louche aux dépens de l'Ukraine. Le scénario ne pourrait pas être plus clair. C'est comme si un scénariste marxiste très peu subtil avait écrit le script : vous avez une administration de milliardaires, codirigée par un président clownesque et la personne la plus riche du monde, agissant de manière éhontée et ouvertement impérialiste, et déclarant clairement qu'ils travaillent avec la Russie de Poutine.

Bien sûr, nous, à gauche, n'avons aucune illusion sur les États-Unis. Les Ukrainiens ont compris, tout comme les Kurdes en Syrie, qu'il faut utiliser toutes les opportunités pour obtenir le soutien nécessaire pour résister à un agresseur. Mais nous avons également critiqué notre classe dirigeante qui n'a pas compris qu'il ne s'agissait pas d'un dialogue d'égaux, et que les grandes puissances peuvent se retourner contre vous à tout moment si cela sert leurs intérêts. Cette nouvelle situation, cependant, ne laisse aucune excuse à ceux qui pensent que la Russie de Poutine représente une sorte de contrepoids à l'impérialisme occidental et américain.

La façon de penser campiste croit que les impérialismes resteront en opposition permanente et que l'ennemi de mon ennemi est en quelque sorte mon ami. Il a été clairement démontré que cela ne fonctionne pas. Notre situation actuelle devrait également dissiper l'argument simpliste selon lequel tout cela n'était qu'une guerre par procuration. Si c'est le cas, pour le compte de qui l'Ukraine mène-t-elle maintenant une guerre par procuration? Les États-Unis ne sont clairement pas du côté de l'Ukraine - ils convergent avec la Russie. Alors, l'Ukraine mène-t-elle une guerre par procuration pour le compte du Danemark? De la Lettonie?

Malheureusement, nous sommes souvent ignorants de la situation à laquelle sont confrontés les peuples dans différentes parties du monde. C'est pourquoi notre journal, *Commons*, a lancé son projet «Dialogues des périphéries», pour aider à rassembler des personnes d'Ukraine et d'Europe centrale et orientale, avec des peuples d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie pour partager des expériences, des histoires et des héritages de colonialisme, de néocolonialisme et d'impérialisme. Nos contextes sont différents, mais le schéma des grandes puissances conquérant, colonisant et subjuguant les nations plus petites est très similaire.

Que voudraient voir les Ukrainiens sortir de toute négociation ?

La première chose à dire est que, bien que la propagande russe soit loin d'être magistrale, elle a réussi à créer cette idée que les Ukrainiens sont les bellicistes et que la Russie est du côté de la paix, malgré le fait qu'elle a déclenché la plus grande invasion en Europe depuis Adolf Hitler. Ils ont réussi à monopoliser des

termes tels que «négociations», «pourparlers de paix», «accords de paix». Mais si vous écoutez ce que disent les responsables russes - je fais référence ici à Poutine et à Sergueï Lavrov [le ministre des affaires étrangères] et non aux plus fous qui agissent comme des chiens d'attaque pour le régime - ils ont clairement dit que la Russie non seulement ne rendra pas les terres qu'elle a occupées, mais a comme condition préalable aux pourparlers de paix que l'Ukraine cède encore plus de territoire. Cela inclut la cession des oblasts entiers de Kherson et de Zaporijjia, y compris la grande ville de Zaporijjia, que la Russie n'a jamais réussi à occuper et où elle n'a donc pas pu organiser ses référendums bidon pour incorporer ces territoires dans sa constitution. Pourtant, ils disent que cela fait partie de la «nouvelle réalité géopolitique» qui doit être acceptée.

La vérité est que personne au monde ne veut la paix en Ukraine plus que les Ukrainiens. La plupart des gens sont naturellement fatigués de la guerre. Mais cela ne signifie pas qu'ils veulent capituler devant la Russie et simplement céder notre terre et notre peuple. Ils comprennent que si l'Ukraine est partitionnée, les millions de personnes qui se trouvent soit dans les territoires occupés, soit qui ont dû fuir n'auront nulle part où retourner. Ils savent qu'un résultat qui récompense énormément l'agresseur ne fera que renforcer le régime autoritaire de Poutine et signifiera encore plus de répression, en particulier dans les territoires occupés. Ainsi, les Ukrainiens ont deux choses à l'esprit lorsqu'ils pensent à un accord: le sort des personnes dans les territoires occupés et comment empêcher la Russie de recommencer la guerre.

Dans ce cadre, il existe des domaines possibles d'accords. Par exemple, le gouvernement ukrainien a clairement indiqué qu'il ne

reconnaîtra pas les annexions illégales de la Russie, car cela créerait un dangereux précédent pour l'Ukraine et le monde. Mais il a dit qu'il pourrait être disposé à accepter un arrangement temporaire selon lequel, après un cessez-le-feu, l'Ukraine conserverait au moins une partie des territoires actuellement occupés et des négociations seraient menées concernant le sort du reste.

Une autre condition importante soulevée par le gouvernement ukrainien concerne les garanties de sécurité. Quelles garanties y aura-t-il pour s'assurer que la Russie n'utilise pas un cessez-le-feu simplement pour accumuler plus de ressources, de puissance humaine et d'obus, puis recommencer la guerre? Trump dit que cela n'arrivera pas parce que, contrairement aux précédents présidents américains « faibles », Poutine le respecte personnellement parce qu'il est « fort ». Mais la Russie n'a jamais cessé sa guerre hybride contre l'Ukraine pendant la première administration de Trump. Les paroles de Trump ne signifient rien. De plus en plus de personnes (bien qu'encore une minorité) comprennent qu'il n'y a aucune perspective d'adhésion à l'OTAN – laissons de côté ici toutes les implications de cela et tout ce que nous, en tant que gauchistes, savons qui ne va pas avec l'OTAN. Mais une sorte de garanties de sécurité impliquant des acteurs importants est nécessaire pour garantir que la Russie n'envahisse pas à nouveau.

Il est souvent dit que des élections n'ont pas été tenues et que Zelensky n'a donc ni légitimité ni mandat en termes de négociations possibles. Comment répondre à cela ?

C'est drôle parce que vous avez un type qui a essayé de renverser une élection qu'il a perdue et un autre type qui est au pouvoir depuis vingt-cinq ans via des élections complètement bidon, qui

tue ses opposants politiques, et ces deux types se rencontrent en Arabie saoudite, qui est dirigée par une monarchie absolue non élue, afin de critiquer l'Ukraine parce qu'elle n'a pas tenu d'élection en pleine guerre.

Le fait est que vous ne pouvez pas avoir d'élections correctes dans une guerre, car pour tenir des élections, vous devez garantir la sécurité des personnes. Et vous ne pouvez pas le faire si votre pays est constamment bombardé. Un autre problème est de savoir comment impliquer les millions de personnes qui ont été forcées de fuir et qui sont maintenant soit des personnes déplacées internes, soit des réfugiés vivant à l'extérieur du pays. Et comment vous assurez-vous que les soldats sur le front ou les personnes dans les régions occupées puissent voter librement. Tous ces problèmes rendent les aspects pratiques de la tenue d'une élection équitable assez difficiles. Et cela avant même que nous commençons à parler de la constitution ukrainienne, qui interdit la tenue d'élections en temps de guerre ou de loi martiale. Mais si la Russie est si désireuse que l'Ukraine organise une élection, alors la meilleure chose qu'elle puisse faire est d'arrêter de bombarder les villes ukrainiennes.

Quant à l'affirmation selon laquelle les autorités ukrainiennes sont illégitimes parce que le mandat de Zelensky a pris fin, la réponse est la même - mettez fin aux hostilités, puis le peuple ukrainien pourra voter pour qui il veut lors d'une élection. Mais je dirais ceci: malgré la forte baisse de sa popularité, les sondages d'opinion montrent que Zelensky a toujours plus de légitimité aux yeux du peuple ukrainien que certains autres organes gouvernementaux - et est certainement considéré par les Ukrainiens comme beaucoup plus légitime que Trump et Poutine. Et si nous

comparons sa cote d'approbation à celle de tout autre homme politique en Ukraine, Zelensky l'emporte haut la main. Son seul véritable concurrent semble être le général Valerii Zaloujny, qui était le chef militaire de l'Ukraine et, naturellement, n'est pas un ami de la Russie. Ainsi, l'implication que les gens aimeraient se débarrasser de Zelensky et élire un président qui est ami avec Trump et Poutine va à l'encontre de toutes les enquêtes publiques. En réalité, si l'Ukraine avait une élection maintenant, Zelensky gagnerait probablement plus facilement dans un processus électoral organisé à la hâte. En revanche, les politiciens mandataires de Trump qui affirment qu'ils pourraient négocier un meilleur accord que Zelensky, ont une popularité de 4 % ou moins.

Quels nouveaux défis et opportunités la situation actuelle pose-t-elle pour la gauche ukrainienne ?

Tout cela est un énorme défi, non seulement pour la gauche ukrainienne mais pour tout le peuple ukrainien. Si notre avenir était flou auparavant, il est maintenant encore plus précaire. Mais en termes de gauche, la situation actuelle a clairement montré que l'empereur est nu - tous ces mythes glorifiant les capitalistes et les entrepreneurs sont démantelés sous les yeux des gens. La façon dont Trump et Musk parlent de l'Ukraine a aliéné quiconque avait des illusions sur ces fausses idoles. Les seules personnes qui les acclament encore sont celles de l'extrême droite qui veulent que la réaction trumpienne triomphe dans le monde entier.

Ce moment doit être saisi pour montrer aux gens que le problème n'est pas seulement les individus mais le système capitaliste qui crée des personnes aussi méprisables. Nous devons expliquer comment le problème est le capitalisme, qui est basé sur la

récompense des propriétaires de capital aux dépens de la société, et que si nous continuons sur cette voie, ce système détruira non seulement l'Ukraine mais le monde. C'est aussi une opportunité de proposer nos alternatives au capitalisme oligarchique néolibéral.

Cela nécessite de faire campagne efficacement autour de questions qui bénéficient à la classe ouvrière ukrainienne, qui a été contrainte de payer le prix le plus élevé pour cette guerre. Nous devons donner du pouvoir aux travailleurs et présenter des propositions pour remodeler l'économie ukrainienne. Pas seulement pour le bien-être des personnes, mais parce que c'est nécessaire en temps de guerre. Si nous voulons être en mesure de nous défendre correctement, nous avons besoin d'une économie de guerre qui fonctionne correctement, d'un système de santé, d'un département de science et de recherche, etc. - toutes ces choses sont interconnectées et vitales si nous voulons développer l'économie. Nous devons également nous assurer que les questions à orientation sociale sont prioritaires dans la phase de reconstruction, et non les intérêts du capital privé. Cela nécessite d'inverser les privatisations oligarchiques et de rendre les secteurs stratégiques de l'économie à la propriété publique.

Cela signifie également continuer à s'organiser avec d'autres à gauche - avec des camarades des différents milieux socialistes et anarchistes, des syndicalistes, des mouvements sociaux progressistes - pour soutenir ceux dont la vie a été déchirée par la guerre ainsi que ceux impliqués dans la résistance armée, que ce soit dans l'armée ou en fournissant des services essentiels. Nous devons nous appuyer sur ces liens et ces structures pour donner naissance à des sujets politiques qui peuvent ouvrir la voie à des changements révolutionnaires.

Bien sûr, ce n'est pas seulement un défi pour la gauche ukrainienne, mais pour la gauche partout. Nous faisons face à un moment de polarisation extrême dans lequel des forces extrêmement réactionnaires ont acquis un élan qu'on n'avait pas vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous avons l'invasion de l'Ukraine par Poutine et les plans de Trump pour Gaza qui se renforcent mutuellement, et renforcent la réaction dans le monde entier. Trump et Poutine prévoient de transformer le monde en un enfer encore pire. À moins qu'ils ne se heurtent à une résistance véritable et coordonnée, les forces ultraconservatrices et fascistes continueront à prendre le pouvoir pays après pays.

Nos ennemis de classe s'unissent au niveau mondial. Nous devons donc vraiment commencer à réfléchir à la façon dont nous, en tant que gauche, nous unissons internationalement. Y parvenir nécessitera, entre autres, un internationalisme cohérent. Cela signifie ne plus trouver d'excuses pour refuser la solidarité. Nous devons cesser d'essayer de déterminer quels peuples sont en quelque sorte plus dignes de soutien que d'autres, ou pas dignes de soutien du tout parce que, d'une manière ou d'une autre, ils sont opprimés par le mauvais oppresseur. Nous devons nous tenir aux côtés de tous les peuples opprimés à travers le monde.

Certains progressistes considèrent que la nouvelle situation pourrait contribuer à mettre fin au massacre et d'éviter que la guerre ne dégénère en une guerre nucléaire ou mondiale. Comment leur répondrais-tu ?

La vérité est que nous avons connu une énorme solidarité et un soutien de la part de camarades du monde entier. Mais nous avons également vu des progressistes refuser de prendre parti ou



même refuser de nous écouter. Nous en comprenons les sources. Cela provient souvent d'un sentiment d'impuissance qui conduit les gens à recourir à l'idée que peut-être si une autre force peut, d'une manière ou d'une autre, défier le système existant (du moins l'impérialisme principal), cela pourrait en quelque sorte créer un espace pour des changements. Une telle pensée représente une rupture claire avec la politique de gauche. Cela a plus en commun avec la *realpolitik* cynique ou la vision «réaliste» de la politique. C'est un abandon de la politique de classe qui remplace la lutte pour une alternative au capitalisme par le simple soutien à tout régime anti-occidental.

On voit comment ce type de pensée finit par être très similaire à la mentalité conservatrice de droite. Les conservateurs ont blâmé la révolution cubaine pour avoir amené le monde au bord du conflit nucléaire pendant la crise des missiles de Cuba. À l'époque, ils disaient «Cuba est si égoïste de vouloir des missiles soviétiques qui pourraient mettre en danger les États-Unis» et blâmaient les «Cubains fous» pour ne pas comprendre la gravité de la situation. Aujourd'hui, on entend la même chose: les Ukrainiens sont en quelque sorte «des bellicistes qui jouent avec la troisième guerre mondiale». On l'entend non seulement du président milliardaire d'extrême droite américain mais aussi de certains à gauche. Pourtant, ce sont les agresseurs comme Poutine qui risque la troisième guerre mondiale, lui qui n'a aucun respect pour la vie humaine, pas même pour celle des Russes. On entend cependant des voix de gauche reprocher aux Ukrainiens de vouloir se battre «jusqu'au dernier Ukrainien».

En termes d'évitement de la guerre, la réalité est qu'il n'y a aucun exemple historique où récompenser ou apaiser un agresseur

a fonctionné. Mais il existe de nombreux exemples de la façon dont cela a ouvert la voie à la Seconde Guerre mondiale, comme lorsque la communauté internationale n'a essentiellement rien fait pour empêcher les fascistes de gagner la guerre civile espagnole. Même l'Union soviétique stalinienne, qui a fourni de l'aide à la République, a pris les réserves d'or de l'Espagne en retour – tout comme Trump veut le faire avec les terres rares de l'Ukraine. De même, la Grande-Bretagne et la France ont simplement abandonné les républicains espagnols sous prétexte de «non-intervention». Ils ont également collaboré directement avec Hitler pour démanteler la Tchécoslovaquie, sans doute le pays le plus démocratique de la région, mais cela n'a pas non plus arrêté la Seconde Guerre mondiale. Le pacte Molotov-Ribbentrop [entre l'Union soviétique et l'Allemagne] n'a pas non plus empêché l'Allemagne d'attaquer l'Union soviétique. Donc, le schéma s'est répété maintes et maintes fois.

En fin de compte, le problème avec ces progressistes est qu'ils n'ont pas de véritable alternative à proposer. Ils avancent de jolis slogans pacifistes et, dans de nombreux cas, idéalistes, tels que « nous devons penser hors des sentiers battus », « la guerre n'est jamais la réponse » et « donnons une chance à la diplomatie ». Mais finalement, les solutions auxquelles ils adhèrent sont la même *realpolitik* préconisée par les grandes puissances : laissons les impérialistes négocier sur la façon dont ils partitionnent les pays plus petits et divisent le monde en sphères d'influence.

Ceux qui épousent une telle logique doivent vraiment se mettre à notre place et prendre en considération comment c'est ressenti de notre côté. Comment vous sentiriez-vous si vous étiez occupés, torturés, assassinés, mais que d'une manière ou d'une autre,

d'autres voyaient cela comme contribuant à remodeler l'ordre mondial pour le meilleur ? La réalité est que notre situation actuelle ne fera que remodeler le monde pour le pire.

Ceux qui s'accrochent à cette rhétorique se retrouveront de plus en plus alignés avec les forces de réaction extrême qui font partie de la nouvelle internationale fasciste dirigée par les États-Unis et la Russie (et apparemment Israël). Parce que, finalement, si vous êtes d'accord avec leurs plans pour l'Ukraine, vous êtes d'accord avec leurs plans pour le peuple palestinien, parce que vous êtes d'accord avec les puissances impérialistes qui se réunissent pour décider unilatéralement ce qui arrive aux nations plus petites.

Comment la gauche internationale peut-elle mieux aider le peuple ukrainien, et en particulier la gauche ukrainienne ?

La première chose que je dirais est que la gauche ne doit pas abandonner la lutte dans vos propres pays contre vos propres classes dirigeantes, contre vos propres forces réactionnaires qui se lient à des forces similaires au niveau mondial. Pour aider le peuple ukrainien, la première chose à faire est de poursuivre vos propres luttes.

La deuxième chose est de se tenir sur une plateforme internationaliste qui s'oppose à tous les agresseurs, tous les oppresseurs, tous les impérialistes. Aujourd'hui, cela signifie trouver des moyens d'aider le peuple ukrainien, plutôt que de soutenir les plans de dictateurs serviles et d'ultracapitalistes. L'Ukraine est une lutte importante pour la gauche. De jolis slogans, tels que «la souffrance doit cesser d'une manière ou d'une autre», «la guerre doit cesser d'une manière ou d'une autre» ne suffisent pas pour arrêter la souffrance et la guerre. Y parvenir nécessite une paix juste et

durable. Mais ces soi-disant négociations de «paix» entre Poutine et Trump visent simplement à récompenser l'agresseur et à inviter à d'autres agressions.

Donc, contre la *realpolitik* que nous voyons aujourd'hui à gauche, nous avons besoin d'un internationalisme renouvelé pour affronter l'administration Trump, qui mène un assaut mondial d'extrême droite contre ce qui reste des forces progressistes et des acquis sociaux dans le monde entier. Chaque fois que Trump fait une déclaration exigeant que des nations entières cessent d'exister et deviennent des États américains, ou menace d'annexer des parties d'autres pays, tout ce que vous obtenez est une réponse très timide de la communauté internationale. Ils ont peur. Mais nous, en tant que gauche, ne pouvons pas avoir peur, même face au pire cauchemar capitaliste. C'est maintenant ou jamais. Si nous n'agissons pas maintenant, il n'y aura peut-être pas de lendemain. Nous pourrions au contraire tous nous retrouver à vivre sous le talon de régimes extrêmement autoritaires et fascistes cherchant à remodeler le monde à leur guise – un grand et beau terrain de jeu pour les personnes les plus brutales et les plus riches du monde.

LA SOCIÉTÉ UKRAINIENNE DANS LA QUATRIÈME ANNÉE DE RÉSISTANCE À L'INVASION RUSSE : POINTS D'UNITÉ ET DE DIVISION

VITALIY DUDIN¹

Nous sommes en février 2025 et nous sommes nombreux en Ukraine à avoir oublié à quoi ressemblait nos vies avant l'invasion russe. Le sentiment d'insécurité, les pertes douloureuses et la séparation d'avec les membres de la famille sont des attributs inhérents à la vie de nos citoyens, qu'ils vivent en Ukraine ou même à l'étranger. La longueur de la ligne de front en Ukraine dépasse désormais les 3 000 kilomètres. La population de l'Ukraine s'est réduite à environ 30 millions d'habitants. Les autorités font-elles assez pour réduire la menace militaire et préserver un espace de vie ? Telles sont quelques-unes des questions clés qui préoccupent les Ukrainiens et qui définissent leur attitude à l'égard de l'État en pleine guerre. La vie politique s'anime peu à peu, même si la situation autour de nous ne semble pas s'y prêter, avec la poursuite de l'offensive russe dans le Donbass et le risque de bombardements sur toutes les villes.

1. Éditorial de *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 36, 22 février 2025.

Face à l'impérialisme le plus agressif de notre époque, l'impérialisme russe, le peuple ukrainien a choisi la voie de la lutte. Notre société a montré un élan d'auto-organisation sans précédent, a pardonné à l'État ses imperfections et la solidarité internationale est devenue tangible. L'Ukraine tient bon, le poutinisme n'a pas atteint ses objectifs mais l'issue semble lointaine.

L'État ukrainien a peu changé depuis, mais le contexte dans lequel il opère a changé. Il n'y a pas de solution facile pour sortir de l'état de guerre. Que devrions-nous faire – mettre fin à la guerre contre l'impérialisme russe ou la poursuivre, tout en devenant dépendants du président américain Donald Trump ?

Bien sûr, les changements dans la situation internationale auront un impact sur la façon dont les transformations au sein de l'Ukraine auront lieu. J'aimerais faire le point sur ce que les trois années de guerre ont apporté et si la dynamique actuelle ouvre des perspectives pour une politique plus progressiste.

LE CAPITALISME UKRAINIEN, UNE USINE À PROBLÈMES

Rares sont les analystes politiques qui, lorsqu'ils étudient le système politique ukrainien, ne soulèvent pas la question de la légitimité du président Zelensky. Mais la question mérite d'être posée plus profondément: tout le discours dominant fondé sur les valeurs libérales et la confiance en l'Occident est-il en train de perdre sa légitimité? Il est en train d'échouer. Au début de la guerre, tout semblait plus simple: nous voulions un capitalisme à l'américaine et une intégration dans l'OTAN. Depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, les choses se compliquent et les

objectifs précédents sont remis en cause. Le consensus de droite s'effondre progressivement. Les attitudes à l'égard de l'extrême droite ont changé. Les événements récents ont montré la proximité de leurs idées avec les idées conservatrices de l'extrême droite européenne, adepte de Vladimir Poutine.

La plupart des forces politiques ne vont toujours pas au-delà du consensus droite-libéral. Bien sûr, les idées réactionnaires d'ethnonationalisme et d'autoritarisme sont largement représentées en Ukraine, mais heureusement pas autant que le voudrait la propagande de Poutine. Par ailleurs, la revendication de justice sociale des masses est de plus en plus prononcée : les mineurs, les infirmières et les cheminots ukrainiens souffrent tellement des abus des classes dirigeantes que la lutte contre ces abus n'a pas cessé, même au milieu de la guerre.

Dans le chaos de la guerre, l'inégalité sociale est encore plus douloureuse qu'auparavant : si vous êtes riche, vous avez beaucoup plus de chances de sauver votre vie ! En même temps, l'incapacité de l'appareil d'État à être au service des gens a été prouvée par des exemples tragiques. Si l'on ne résout pas la question sociale, c'est-à-dire la redistribution des biens et du pouvoir en faveur de la majorité de la population, l'Ukraine est condamnée à se trouver dans une situation extrêmement précaire.

Cependant, la mise en œuvre d'une ligne de conduite de la gauche n'est pas si simple. Nous sommes en fait le seul pays européen où la gauche est absente de la « grande scène » politique en tant que phénomène, et presque toutes les forces politiques jugent nécessaire de proférer la haine de la gauche, en manipulant habilement les traumatismes du passé soviétique.

L'Olympe politique existera encore longtemps sans la gauche, il faut l'accepter. Toutefois, au niveau local, un champ de pratique politique de gauche s'ouvre. J'associe mon optimisme à l'activisme des représentants des régions relativement industrialisées de l'est et du sud de l'Ukraine, proches de la ligne de front actuelle. Pourquoi? Parce que pendant la guerre, ces régions ont connu une transformation significative.

Tout d'abord, elles ont bénéficié d'un grand coup de foudre moral, car leurs compétences se sont révélées extrêmement utiles pendant la guerre - à la fois dans la production et, surtout, sur la ligne de front.

Deuxièmement, ces villes ont enfin affirmé leur identité nationale face à la terreur impitoyable de la Russie.

Troisièmement, de nombreuses personnes (en particulier des femmes) sont parties vers l'Union européenne, et ont fait l'expérience de l'efficacité des politiques de l'État-providence. C'est donc dans cet environnement que les partisans des idées de gauche devront chercher leur base sociale (même si, bien sûr, les oligarques voudront aussi jouer sur le mécontentement des masses).

À mon avis, la principale caractéristique de la société n'est pas tant la lassitude des gens face à la guerre que leur déception face à l'inadaptation du capitalisme ukrainien aux conditions de la guerre. La dépendance de l'élite à l'égard des instruments libéraux l'a empêchée de prendre des décisions qui auraient pu sauver des vies :

- 1) le développement du complexe militaro-industriel a échoué en raison de la dépendance à l'égard des importations d'équipements militaires ;

- 2) nous n'avons pas réussi à introduire l'impôt progressif en raison de l'attrait des prêts [occidentaux];
- 3) la fin du contrôle de la protection du travail a entraîné la mort de nombreux et précieux spécialistes;
- 4) l'austérité dans le secteur public a entraîné une détérioration de la qualité du potentiel humain, rendant de plus en plus difficile pour les Ukrainiens d'étudier et d'éduquer leurs enfants, de suivre un traitement médical et de se réadapter;
- 5) les restrictions des droits des travailleurs ont profité aux oligarques, et ont découragé les gens de travailler.

La volonté de maintenir le capitalisme intact nous a coûté cher. Je reste persuadé que l'Ukraine est capable de résister à Poutine, mais à quel prix ? Les rumeurs persistent selon lesquelles l'Ukraine céderait ses richesses naturelles pour continuer à recevoir de l'aide et que ce serait le prix naturel à payer pour ne pas à démanteler le système de capitalisme libéral qui a freiné notre potentiel. Sans parler des problèmes de corruption et de conditions de vie déplorables.

LA MOBILISATION

La question de la mobilisation est devenue l'un des sujets qui divisent le plus la société. Cependant, l'Ukraine n'avait guère d'autre moyen de résister à l'armée russe pendant trois ans et sans être membre de l'OTAN. Au sein de Sotsialnyi Rukh, il y a à la fois des personnes qui sont allées volontairement au front et d'autres qui ont été mobilisées. Toutes méritent un respect sans bornes

car elles permettent à notre organisation de remplir sa véritable mission.

C'est difficile à admettre, mais arrêter la mobilisation dans ces conditions, c'est alourdir le fardeau de ceux qui sont déjà mobilisés et qui se sentent le plus mal. Bien sûr, la procédure peut être améliorée : pour prévenir des événements particulièrement honteux, des «groupes d'alerte» devraient être composés de représentants des structures des droits humains qui enregistreraient les violations des droits élémentaires. Cela aurait peut-être permis de décourager le recours à des méthodes violentes.

Le plus grand problème, cependant, est que la mobilisation du peuple n'est pas accompagnée par des mesures de mobilisation équivalente contre le capital (voire la confiscation des biens des groupes oligarchiques). Le fait que la société ukrainienne ait fait preuve d'une forte unité contre l'idée d'une réserve [exemption] économique («seuls les pauvres se battent») est une victoire évidente, car autrement le désespoir aurait pu être total. Il ne fait aucun doute que l'Ukraine doit rechercher un équilibre entre les besoins de mobilisation et le fonctionnement de l'économie. Il est indéniable qu'un nombre important d'hommes échappent à la mobilisation et viennent grossir les rangs de la population économiquement inactive. Toutefois, il est possible de parvenir à cet équilibre grâce à des outils socialement acceptables : des réserves temporaires pour les hommes qui commencent à travailler après une longue interruption, des réserves pour le personnel clé dans les infrastructures critiques et l'adaptation de la sphère sociale et de l'emploi aux besoins des femmes.

Pourquoi les gens vont-ils au front ? Ce n'est pas seulement par amour abstrait de l'Ukraine (même si, croyez-moi, cette raison suffit

à beaucoup). Le fait est que la plupart des Ukrainiens croient en la capacité de l'Ukraine à changer. C'est ce qui nous différencie des pays voisins comme la Russie et le Bélarus, où toutes les décisions dépendent depuis longtemps de la volonté d'une personne en place. De nombreux Ukrainiens rêvent de voir l'État lutter contre la concentration excessive des richesses, un État où l'économie commencera à fournir aux Ukrainiens tout ce dont ils ont besoin pour une vie prospère et où les conditions de travail seront influencées par les organisations syndicales pour rendre les gens heureux. Nous régnerons alors véritablement sur notre pays, nous n'aurons plus peur des ennemis extérieurs et nous cesserons de les chercher à l'intérieur.

QUI DÉFEND LES TRAVAILLEURS ?

Pendant la guerre, la gauche ukrainienne et Sotsialnyi Rukh ont été contraints de se réinventer dans de nouvelles conditions. Nos militants combattent l'occupant les armes à la main, répondent bénévolement aux besoins humanitaires et militaires, fournissent une assistance juridique aux travailleurs des infrastructures critiques touchés par les agresseurs russes et apportent un soutien psychologique aux groupes affectés par la guerre. Nous sommes des membres à part entière de la société civile, même si nous sommes porteurs de valeurs particulières : nous croyons à la démocratie socialiste, à la solidarité internationale et à la primauté de la dignité humaine. Et notre position claire contre les politiques néolibérales n'a jamais été aussi pertinente.

Dans le contexte actuel d'aggravation de la crise, le gouvernement cherche un moyen facile de stabiliser l'économie aux dépens des citoyens : en introduisant un système de retraite par

capitalisation, en adoptant un nouveau Code du travail pour remplacer celui de 1971 et en privatisant les banques ou les chemins de fer appartenant à l'État.

Aucune de ces réformes n'est nouvelle - tous les gouvernements ukrainiens ont voulu les mettre en œuvre depuis la crise financière de 2008. La survie du mouvement syndical organisé dépend de la capacité des syndicats ukrainiens à trouver la force de s'unir et de lutter contre ces réformes exorbitantes. Bien sûr, les syndicats ukrainiens sont depuis longtemps un instrument de lutte collective, mais pendant l'invasion, ils sont devenus plus conscients de leur responsabilité envers les travailleurs, car ils restent la voix la plus forte des intérêts des travailleurs.

Malgré l'interdiction officielle des rassemblements, des manifestations de rue contre les fermetures d'hôpitaux et des fusions d'universités ont lieu en Ukraine. Car rien ne nous fera accepter les mauvaises conditions de vie. Dans la plupart des cas, l'optimisation du secteur public est réalisée d'une manière qui arrange les fonctionnaires, et non pour améliorer la qualité du service ou pour dégager des fonds pour la victoire. Par ailleurs, les Ukrainiens contestent de plus en plus les violations de leurs droits du travail devant les tribunaux, et chaque succès dans ces affaires est la victoire du peuple qui lui donne la force pour aller de l'avant et de remporter une grande victoire pour l'Ukraine.

Je veux croire qu'à l'avenir la classe ouvrière jouera un rôle beaucoup plus important dans la vie du pays. Si elle a joué un rôle si important dans le maintien de la ligne de front et de la stabilité économique, serait-il démocratique de la priver de sa voix dans la sphère politique? L'absence de forces politiques de gauche est le plus grand problème de la démocratie ukrainienne. Mais malgré



toutes les pertes et la privation de droits actuelle, la classe ouvrière a une chance de devenir forte à long terme.

DES ÉLECTIONS QUI BOUSCULENT LA DÉMOCRATIE

L'Ukraine est aujourd'hui confrontée à un choix difficile : comment préserver notre dignité et protéger notre démocratie ? Nous pouvons tous constater que la société se politise à grande échelle et cherche des idées pour changer le pays. Quelle sera la solution aux contradictions accumulées ? En dehors d'une révolution (dont la perspective n'est jamais à exclure en Ukraine), la seule option est l'organisation d'élections. Cependant, l'ensemble de la société est convaincu que la tenue d'élections pendant la guerre pourrait être l'une des épreuves les plus difficiles pour notre démocratie.

De nombreuses questions angoissantes se posent. Comment les élections peuvent-elles se dérouler en toute sécurité ? Les forces prorusses ne gagneront-elles pas ? Si les élections ont lieu, changeront-elles le paysage idéologique ?

Je pense que nous ne devons pas céder à la peur panique. Nous devons réfléchir davantage aux dommages qui seront causés si les élections ont lieu demain et qu'elles se déroulent sans notre influence. Nous, la gauche ukrainienne, devons enfin donner aux travailleurs ukrainiens le droit de choisir. Si nous ratons les prochaines élections parce que nous ne sommes pas prêts, rien ne dit que l'histoire nous donnera une nouvelle chance de faire nos preuves. Malheureusement, la guerre nous a rappelé que le temps est limité et que nous ne sommes pas éternels. Si nous ne saisissons pas cette chance, nous serons condamnés à continuer à tourner en rond dans la lutte contre les conséquences du

capitalisme à l'agonie – réduction des droits du travail, fermeture d'hôpitaux, etc.

Tout d'abord, je voudrais commenter les craintes qui existent d'une vengeance prorusse. Comment la Russie peut-elle espérer un quelconque succès alors qu'elle a causé des dommages irréparables à l'Ukraine et qu'elle s'est dressée elle-même contre les habitants des régions russophones qui lui sont proches? Par ailleurs, l'Ukraine a déjà neutralisé les forces prorusses, notamment en interdisant les partis susceptibles d'avoir des liens avec la Russie.

Les prochaines élections ne seront manifestement pas l'occasion d'une revanche prorusse. Celle-ci pourrait survenir bien plus tard, si de plus en plus de personnes sont déçues par la démocratie ukrainienne et sa capacité à traiter les questions urgentes. Le plus grand danger est d'affronter seul ses propres problèmes et de s'y noyer. Lorsque l'agression de Poutine ne sera plus une excuse et que l'aide des partenaires internationaux disparaîtra. En d'autres termes, je pense que nous devons réfléchir ensemble à la manière de rendre notre démocratie durable, et que personne ne puisse la démanteler.

Je voudrais vous rappeler que les élections dans la République populaire d'Ukraine il y a plus d'un siècle n'ont pas pu empêcher l'effondrement de l'État ukrainien, bien qu'elles n'aient pas été une victoire pour les forces russes. Je pense que l'Ukraine est beaucoup plus forte aujourd'hui.

Malgré la perspective des élections, nous devrions réfléchir à la manière d'adapter le régime juridique de la loi martiale aux besoins de la démocratie ukrainienne (et non l'inverse). D'autant plus que la guerre va durer longtemps. Nous devons lever les



restrictions sur le droit de grève et de manifestation, et étendre les formes de contrôle public! Car dans le contexte ukrainien, la démocratie n'empêche pas les victoires militaires. En revanche, sa disparition provoque la panique, la peur et la méfiance. Au cours des trois dernières années, nous avons eu beaucoup de preuves de la première proposition et, malheureusement, de la seconde.

SOLIDARITÉ MONDIALE ET RECONSTRUCTION

En conclusion, on ne saurait trop insister sur le fait que la question ukrainienne est une question mondiale. Je suis sincèrement convaincu que cette guerre montrera la capacité du monde à s'unir contre la barbarie. Les camarades des mouvements de gauche du monde entier ont encore une chance d'empêcher la plus grande catastrophe du 21^e siècle – la défaite de l'Ukraine dans la guerre contre l'opresseur impérialiste russe. Le succès des Ukrainiens servira d'exemple aux autres nations du monde qui osent aller à l'encontre des plans de l'envahisseur.

Je tiens à exprimer une fois de plus mon mépris pour ceux qui, depuis la pseudo-gauche, ont oublié l'essence de la véritable solidarité et cherchent n'importe quelle excuse pour refuser à l'Ukraine le droit de se défendre. Dans leurs analyses géopolitiques, ils ignorent le peuple ukrainien, qui est la clé de la résistance et de la prévention des réformes néfastes.

Enfin, je voudrais dire quelques mots sur la reconstruction. Malheureusement, les mots «reconstruction juste» perdent leur sens, tout comme les mots «paix juste». Nous devons donner un sens réel à ce concept. Pour moi, la paix et la reconstruction seront justes dans les conditions suivantes :

GARANTIR L'INDÉPENDANCE

L'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine est une condition préalable. L'économie doit être socialisée : les entreprises stratégiques doivent être détenues par l'État sous la direction de collectifs de travailleurs. L'accent doit être mis sur le développement de l'énergie verte et de l'industrie afin que nous puissions produire des biens technologiques chez nous et ne pas dépendre des maîtres étrangers. Les sociétés transnationales devraient adhérer à des normes sociales qui ne soient pas pires que celles de leur pays d'origine. Les ressources naturelles et la main-d'œuvre ukrainiennes doivent alimenter notre économie, et non assurer la prospérité de quelqu'un à l'étranger. Une perspective stratégique consisterait à conclure des alliances de défense avec les pays qui se sentent menacés par la Russie (notamment la Pologne, les États baltes et la Scandinavie). L'ensemble de la population devrait suivre une formation militaire et l'État devrait créer des garanties sociales appropriées à cet effet (maintien du salaire moyen pendant la formation). Dans ces conditions, l'Ukraine pourra surmonter sa position périphérique et mettre son indépendance au service des intérêts de la population.

LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS

La population active de l'Ukraine a payé un lourd tribut à l'indépendance et elle mérite donc le pouvoir. Les travailleurs doivent avoir une influence sur l'état des choses en Ukraine, en particulier à travers les partis ouvriers de gauche. Les lois ne devraient pas être adoptées sans l'accord des syndicats. Les travailleurs doivent être représentés dans la gestion des entreprises afin de garantir une répartition équitable des résultats de l'activité économique.

Tous les accords d'investissement doivent être soumis à des audits syndicaux pour s'assurer qu'ils vont dans l'intérêt à long terme de la classe ouvrière et qu'ils favorisent l'emploi productif. Un ministère du travail devrait être créé pour veiller à ce que les intérêts des travailleurs soient pris en compte de manière optimale, pour déterminer la charge de travail la meilleure et pour coordonner les inspections du travail et les services de l'emploi, avec une direction nommée par les syndicats. C'est la seule façon de restaurer la confiance des travailleurs dans l'État et de promouvoir l'inclusion des citoyens dans la politique.

UNE POLITIQUE SOCIALE POUR TOUS

Égaliser les salaires entre les femmes et les hommes en établissant des salaires minimums fixes pour les secteurs les plus féminisés - éducation, santé et soins (ces salaires ne devraient pas être inférieurs à la moyenne nationale). Les appels d'offres pour la reconstruction devraient inclure des clauses sociales - le gagnant devrait être le candidat qui offre les meilleures conditions de travail et garantit la participation des employés à la gestion.

L'accent doit être mis sur le soutien des programmes d'emploi par le biais de projets de construction d'infrastructures à grande échelle (y compris d'infrastructures sociales). Le syndicat peut obliger le propriétaire à augmenter les effectifs si la charge de travail maximale est dépassée. Les mères, les vétérans de guerre et les personnes handicapées devraient avoir un droit prioritaire à l'emploi. Il doit devenir économiquement non rentable de maintenir des normes sociales trop peu élevées!

Tous ces changements ne couvrent certainement pas tout ce dont l'Ukraine a besoin. Mais ils peuvent contribuer à ouvrir la voie à une politique plus inclusive, pluraliste et démocratique.

Je voudrais également exprimer ma gratitude à tous nos amis internationaux qui ont fait leurs nos difficultés et nos triomphes, qui ont collecté des fonds et envoyé des fournitures précieuses à l'Ukraine, qui ont fait circuler de vraies informations malgré la crainte de faire l'objet de fausses accusations dans leur propre pays. Ensemble, nous avons déjà réalisé l'impossible : l'Ukraine a résisté et son avenir sera sans aucun doute beaucoup plus lié à celui du monde entier.

POUR UNE UKRAINE SANS OLIGARQUES NI OCCUPANTS!

DÉCLARATION¹

Les politiques prédatrices du président américain nouvellement élu empêchent les Ukrainiens de parvenir à une paix durable. Le refus de l'Ukraine de signer un accord minier rédigé en fonction des intérêts du capital américain a démontré la volonté de l'État ukrainien d'éviter la dépendance coloniale. Cela ouvre la possibilité de trouver un modèle de relations plus égalitaires entre l'Ukraine et les États d'Europe, d'Asie et du reste du monde, sous le signe de la résistance à l'oppression impérialiste. Si les approches actuelles sont maintenues, à court terme, l'Ukraine risque également de voir l'assistance militaire des États-Unis s'arrêter ou se réduire de manière significative.

Cette assistance n'a jamais été opportune ou suffisante. Cependant, sa réduction complète aura des conséquences.

Si l'État ukrainien a l'intention de faire la guerre jusqu'à ce que les territoires soient désoccupés ou que l'agresseur soit vaincu de manière décisive, il doit choisir les méthodes appropriées. À

1. 3 février 2025.

notre avis, la défense de l'Ukraine pourrait être renforcée par une transition vers une politique de « *socialisme de guerre* », qui consisterait à mobiliser suffisamment de capitaux au service de l'État par la confiscation et l'abandon de la régulation de l'économie par le marché. Une telle politique, combinée à l'introduction d'une redistribution des richesses, réduirait le fardeau de la guerre pour les couches les plus pauvres du peuple ukrainien.

La communauté européenne a déjà répondu aux déclarations de Trump en augmentant les budgets de défense et l'aide militaire à l'Ukraine. Il convient de noter que depuis l'invasion massive, le gouvernement a fait beaucoup pour renforcer ses propres capacités de défense, relocaliser la production occidentale, relancer les programmes de missiles et de drones. Toutefois, l'Ukraine dispose encore d'un important potentiel de mobilisation des ressources nationales. Depuis des années, le Sotsialnyi Rukh insiste sur la nécessité de ces mesures, mais aujourd'hui, la capacité de l'Ukraine à se défendre en dépend de manière cruciale. L'obstacle à une mobilisation efficace des ressources est constitué par les politiques néolibérales qui privilégient la propriété privée par-dessus tout, encourageant la liberté de faire des profits et de se les approprier. Tant que les villes ukrainiennes sont occupées et que l'agresseur russe dispose d'un potentiel offensif, tous les secteurs de l'économie doivent fonctionner de manière coordonnée et avec une efficacité maximale pour la défense. La grande majorité des ressources financières doit être concentrée entre les mains de l'État et investie dans le secteur de la défense, tandis que les capitaux privés doivent être soumis à une taxation progressive pour alimenter le budget de l'État. Le renforcement de la défense est inextricablement lié à des investissements à grande échelle

dans la sphère sociale : création d'emplois (en particulier dans les secteurs d'infrastructures critiques), amélioration des services de soins notamment pour permettre aux femmes d'accéder au marché du travail, et amélioration de l'accès aux services sociaux (soins de santé, logements temporaires, réhabilitation). Il est nécessaire d'augmenter le niveau des garanties sociales pour le personnel militaire, en particulier pour ceux qui défendent l'Ukraine depuis 2022.

La spécificité de la situation de l'Ukraine est que le démantèlement du capitalisme oligarchique est devenu plus que jamais possible dans le contexte d'une guerre à grande échelle et qu'il a une profonde justification sociale. Tout d'abord, une grande partie des services socialement importants qui déterminent la résilience de l'Ukraine appartiennent déjà à l'État (chemins de fer, poste, soins de santé, éducation, banques). Deuxièmement, de nombreuses entreprises (principalement celles associées aux oligarques russes) ont été nationalisées et la part du PIB redistribuée par le biais du budget a augmenté. Troisièmement, les oligarques ukrainiens ont perdu une partie de leur richesse et de leur influence, cédant de plus en plus à celle de l'État.

1. L'audit du sous-sol et des terres afin d'identifier leurs propriétaires et le bénéfice public de leur utilisation. La transparence dans le contrôle des richesses de la nation est nécessaire non pas pour en faire un commerce hâtif, mais pour comprendre la base sur laquelle la croissance du bien-être général est possible. Cela motivera les gens à se battre davantage pour leur patrie et ses perspectives sociales.
2. L'établissement d'un contrôle de l'État sur les entreprises dans les secteurs stratégiques de l'économie et la mise en

place d'une production de masse pour les besoins de la ligne de front. L'industrie doit travailler dans l'intérêt de la défense, et non se soumettre à l'évolution des conditions du marché. Le retour des structures cruciales et des infrastructures critiques dans le giron de l'État. L'accès aux biens de base ne doit pas devenir une auge pour les oligarques et un moyen de siphonner les bénéfices de l'État dans les poches des monopoleurs. Le maintien de DTEK [entreprise ukrainienne du secteur énergétique] dans les mains de Rinat Akhmetov ou des compagnies régionales de distribution d'électricité dans celles de Vadym Novynskyi est une générosité injustifiée de l'État en faveur des oligarques!

3. Examiner les résultats de la privatisation prédatrice. Les entreprises achetées pour une bouchée de pain devraient être restituées à l'État ou la différence avec le prix réel du marché devrait être compensée. En premier lieu, les entreprises des secteurs de l'exploitation minière, de la construction de machines et de l'industrie chimique, qui sont essentielles pour la défense, devraient être placées sous le contrôle de l'État. Cesser de grappiller de l'argent grâce à des dons - faire payer les oligarques!

4. Dénoncer tout accord visant à éviter la double imposition avec Chypre, les îles Vierges et d'autres juridictions *offshore*. La valeur ajoutée créée grâce au sous-sol, aux infrastructures et à la main-d'œuvre ukrainienne devrait être taxée ici et uniquement ici.

5. Introduction d'un impôt progressif et d'une taxe de luxe. La défense repose sur l'héroïsme et le sacrifice des paysans, des



travailleurs et des petits entrepreneurs ukrainiens. Pour préserver le pays, les plus riches devraient sacrifier leur richesse proportionnellement à l'influence qu'ils avaient avant la guerre - le taux d'imposition le plus élevé devrait atteindre 90 % des revenus. Sans activisme fiscal, l'Ukraine tombera dans un profond gouffre d'endettement (en 2025, la dette extérieure pourrait approcher 100 % du PIB).

6. Mise en place d'un contrôle des travailleurs dans les entreprises en tant qu'outil d'audit interne efficace et forme de société auto-organisée. Depuis les premiers jours de la guerre jusqu'à aujourd'hui, le pays est en proie à des scandales de corruption impliquant l'utilisation abusive de fonds. Le contrôle permanent des syndicats et des conseils du travail est la garantie d'une plus grande transparence des actes de gestion et de la prévention de la corruption. Il est possible de corrompre des individus, mais il est impossible de corrompre toute une équipe. L'octroi de pouvoirs de contrôle effectif aux syndicats servira d'incitation au développement d'un véritable mouvement syndical.

7. Abandonner la pratique antérieure consistant à sous-financer l'éducation et la science. La haute sophistication technologique de la guerre moderne rend la figure de l'ingénieur et du travailleur qualifié tout aussi importante que celle du soldat. Malgré l'inertie éducative de l'époque précédente, la culture technique massive de la population ukrainienne a permis de concevoir, de fabriquer et de maîtriser une multitude de moyens techniques modernes qui nous procurent des avantages sur le champ de bataille. Nous ne pouvons plus compter sur l'inertie des époques précédentes. Des investissements importants

dans l'éducation et la science étaient hier nécessaires. Sans le développement de la sphère sociale, l'Ukraine sera confrontée à une émigration massive et à une crise démographique qui ne permettra pas de reconstituer les pertes humaines.

8. Monopole d'État sur les exportations. En 2024, les exportations de produits agricoles ont atteint le chiffre record de 24,5 milliards de dollars, bien que les bénéfices continuent d'aller dans des poches privées.

9. Rétablir les discussions avec l'Europe sur le sort des actifs russes. Une fois l'Ukraine débarrassée des vestiges de l'influence oligarchique, elle sera libérée de la corruption, ce qui permettra de discuter du transfert des avoirs russes gelés pour les besoins de l'Ukraine. Actuellement, environ 200 des 300 milliards de dollars américains d'origine russe se trouvent dans des pays européens.

10. Accroître le prestige social de l'armée. En renflouant le budget de l'État, il sera possible de verser une rémunération décente aux soldats blessés qui souhaitent reprendre du service. Il est nécessaire de rétablir la pratique consistant à préserver le salaire moyen des travailleurs mobilisés, ce qui permettra aux forces armées de disposer des ressources humaines nécessaires.

La mise en œuvre de ces mesures est impossible si se maintient un fossé avec les dirigeants du pays, les grandes entreprises et leurs agents d'influence. Si au moins certaines de ces mesures sont mises en œuvre, la confiance de la population dans le gouvernement s'en trouvera renforcée. Le renforcement des liens au sein de la société est la véritable garantie de la sécurité de l'Ukraine. Et vice

versa, les autres pays ne nous aideront pas si nous ne montrons pas notre volonté de faire passer les intérêts de la défense avant ceux du marché. Et à l'occasion de la 34^e année de son indépendance, l'Ukraine devra apprendre à vivre sans les capitalistes oligarchiques. Tant que l'Ukraine dispose d'importantes ressources financières, industrielles et humaines, ce serait une grave erreur de ne pas s'engager sur la voie de leur socialisation.

Le gouvernement ukrainien a maintenant une chance unique de déclarer en pratique ce qu'il est prêt à sacrifier: le pays ou les oligarques. Si nous mettons fin au gâchis néolibéral qui creuse le fossé entre les riches et les pauvres, nous unissons le peuple et deviendrons une force unificatrice de classe mondiale! Si nous reconstruisons l'économie sur une base sociale, nous résisterons et jetterons des bases solides pour la reconstruction!

Les millions des oligarques – pour le bien-être et la défense!

Pour une Ukraine sans oligarques ni occupants!

Pour protéger le pays, pas les oligarques. Un appel pour des changements qui empêcheront la défaite de l'Ukraine



**ПІДТРИМУЄМО НАШИХ
ДОНАТОМ!**

LA QUESTION DU LOGEMENT

DÉCLARATION¹

Aujourd'hui, l'Ukraine est confrontée à une crise humanitaire de grande ampleur causée par la guerre et le déplacement forcé de millions de citoyens. Près de 5 millions de personnes ont obtenu le statut de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), mais l'aide de l'État reste insuffisante. Notre objectif est de changer cette situation et de garantir la justice sociale pour tous.

Il y a de plus en plus de cas de personnes déplacées qui retournent dans les territoires temporairement occupés, ce qui est une conséquence du manque criant de soutien dans les zones contrôlées par le gouvernement. Les gens ne bénéficient pas d'un logement social adéquat, d'un travail décent et d'un salaire équitable.

Et, bien que les partisans de différentes idées spéculent sur les chiffres et les preuves du nombre de personnes qui retournent effectivement dans les territoires temporairement non contrôlés de l'Ukraine, il est hypocrite de nier l'échec de la stratégie sociale pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Nous demandons ce qui suit :

- mise en place d'opérateurs de logements sociaux (entreprises municipales, promoteurs sociaux), introduction de subventions

1. 25 novembre 2024.

publiques pour les loyers et d'un système de quotas de logements dans les logements sociaux;

- adoption d'une loi sur la réglementation des logements locatifs: protection contre les expulsions, la discrimination, gel des prix des loyers pendant la loi martiale, introduction de restrictions sur le coût des loyers en fonction de l'état et de la qualité du logement;
- introduction d'une taxe foncière progressive et d'une taxe sur les logements vides, sauf dans les zones de front.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés au défi non seulement de la survie physique, mais aussi de la lutte pour la dignité de chaque citoyen.

Nous rappelons à nos néolibéraux que l'Ukraine est un pays *social, démocratique* et fondé sur les *droits* selon l'article premier de la Constitution et que le gouvernement doit tout faire pour assurer des conditions de vie et de travail satisfaisantes à ses citoyens – logement, emploi, soins de santé et éducation gratuite.

Sotsialnyi Rukh continuera à défendre les intérêts des travailleurs, des personnes déplacées et de tous ceux qui souffrent d'injustice.

Ensemble, nous pouvons créer un État où les droits humains et le soutien social sont des priorités.



L'ÉTAT PREND-IL ENCORE SOIN DE NOUS ?

DÉCLARATION¹

Les responsables gouvernementaux ont décidé de renouveler leurs efforts pour surveiller les citoyens qui pourraient avoir touché «illégalement» les prestations sociales, à savoir les allocations de chômage et bénéficié du programme Pidderjka. Bien que les montants de ces paiements soient comparables au salaire minimum, les responsables estiment que leur perception injustifiée menace les finances publiques.

Les ministères de l'économie, des finances et de l'intérieur ont élaboré un projet d'arrêté approuvant la procédure d'enquête sur les demandes d'assurance et le caractère raisonnable des aides financières (<http://surl.li/jzsdk>). Son objectif est de priver une personne de la possibilité de percevoir des allocations-chômage si elle a exercé un travail rémunéré, dissimulé son départ à l'étranger, perçu une pension ou violé les conditions d'inscription au centre pour l'emploi. Conformément à l'article 5, l'enquête sera menée même sur la base d'informations diffusées par les médias. Le document détaille les sources auprès desquelles les centres pour l'emploi obtiendront des informations sur les citoyens, ainsi que la procédure à suivre en cas de divergence entre les données. Si un rapport d'enquête est établi, le coupable pourra être tenu

1. 11 août 2023.

responsable du montant des allocations-chômage versées et du coût des services sociaux fournis.

Imaginez: les efforts qui auraient pu être consacrés à l'emploi seront consacrés à la détection des cas de perception «illégal» de maigres allocations-chômage (actuellement, le montant des allocations-chômage ne dépasse pas 6700 UAH). Et ce, malgré une baisse sans précédent du nombre total de bénéficiaires: au 1^{er} juillet, le nombre officiel de chômeurs inscrits s'élevait à 113400 personnes.

Récemment, le ministère de l'économie a déclaré qu'il y a plus d'un an, un nombre important de citoyens avaient reçu illégalement 6500 UAH dans le cadre du programme Promotion, lorsque les entreprises ont été fermées en raison du début de l'invasion à grande échelle. En février-mars 2022, environ 4 millions de personnes (<http://surl.li/jzsdX>) ont déposé une demande via l'application Diia suite à une perte de revenus. Par la suite, il a été signalé que plus de 25000 Ukrainiens (<http://surl.li/jzseb>) (soit 0,6 % des bénéficiaires!) avaient reçu le montant approprié par erreur. Tous étaient des employés d'institutions financées par l'État et n'avaient pas droit à ces paiements en vertu de la loi. Cependant, au moment des paiements, les autorités auraient pu vérifier où les personnes travaillaient. Les autorités exigent désormais un remboursement, bien que de nombreux avocats doutent (<http://surl.li/jzsee>) que les tribunaux fassent droit à ces demandes.

Mais la «lutte contre la pauvreté» menée par l'État ne se limite pas à cela. Une nouvelle étape, encore plus stricte, de vérification des bénéficiaires de l'aide sociale est à venir. Des options, des contrôles et des critères supplémentaires compliqueront l'accès à l'aide pour ceux qui en ont besoin. À cela s'ajoute la complexité

des critères d'obtention du statut de personne déplacée, comme nous l'avons évoqué précédemment. Le gouvernement resserre progressivement le ciblage de l'aide sociale, dont dépendent des millions d'Ukrainiens. Les priorités néolibérales du gouvernement pourraient décourager davantage les citoyens de rentrer de l'étranger.

Soulignant la nécessité d'économiser le budget, les députés n'élaborent ni ne votent de nouvelles solutions pour le renflouer : taux d'imposition progressif, délocalisation, taxes supplémentaires sur le luxe, etc. Ils cherchent les coupables parmi les pauvres, oubliant les promesses d'élargir le cercle des bénéficiaires des prestations sociales. En particulier, le Conseil des ministres n'a pas encore élaboré de mécanisme de soutien financier pour les salariés dont le contrat de travail a été suspendu (bien que cela ait été prévu par la loi n° 2352 du 1^{er} juillet 2022).

De telles mesures, selon Sotsialnyi Rukh, indiquent clairement que l'État abandonne encore davantage sa fonction protectrice. Le terme « assistance sociale » perd tout son sens si l'État peut, sous d'innombrables prétextes, retirer les prestations. La politique sociale se concentre désormais sur la lutte contre les « abus » envers les personnes dans le besoin afin de les dissuader de demander de l'aide.

Selon la Banque mondiale (<http://surl.li/gsrve>), la guerre a fait basculer 7,1 millions d'Ukrainiens sous le seuil de pauvreté, et les politiques gouvernementales actuelles ne font qu'aggraver la crise. Les coupes dans les aides sociales pourraient accroître la pauvreté au point de compromettre la croissance économique. L'austérité est incompatible avec la renaissance de l'Ukraine d'après-guerre,

car elle décourage les gens de travailler dans leur pays d'origine et de payer des cotisations sociales.

Sotsialnyi Rukh est convaincu que la sortie de la crise actuelle nécessite le démantèlement du système capitaliste oligarchique, la planification économique démocratique et, sur cette base, une augmentation du niveau des salaires et de la sécurité sociale.

LA GUERRE ET L'AVENIR DE L'UKRAINE ET DE LA GAUCHE

RÉSOLUTION ADOPTÉE À LA CONFÉRENCE DE KYIV¹

Le peuple ukrainien traverse des épreuves difficiles, mais il a prouvé sa capacité à se battre pour le droit de décider de son destin et sa détermination à protéger son pays et à mettre fin au plus vite à la guerre déclenchée par la Russie. Les dirigeants et les représentants de l'idéologie fondamentaliste du marché, ainsi que les grandes entreprises, promeuvent un modèle économique axé sur le bien-être de la minorité au détriment du bien-être de la majorité, où les travailleurs sont complètement subordonnés à la volonté de l'employeur, et les fonctions sociales et réglementaires de l'État sont abolies au nom des « besoins des entreprises », de la « concurrence » et du « marché libre ».

Notre pays mérite une nouvelle société après la guerre, où la priorité sera le travail décent, un système fiable de protection sociale, une éducation abordable, un logement et des soins de santé abordables. Les Ukrainiens ont déjà vu à quel point les entreprises avec une forme de propriété différente, comme la société d'État Ukrzaliznytsia [chemins de fer ukrainiens], peuvent être efficaces pour la survie, et ont également ressenti à quel point il peut

1. 17 septembre 2022. Publié dans *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 12, octobre 2022.

être difficile de refuser de réglementer les prix de la nourriture, du logement et du carburant.

Un parti est nécessaire pour la réalisation d'une vision alternative de l'Ukraine - une Ukraine démocratique, sociale et socialiste. Un tel parti protégera et ralliera la classe ouvrière et plus généralement les défavorisés, qui n'ont actuellement aucune représentation politique et sont constamment opprimés. Un tel parti doit protéger la majorité de la population active contre les diktats des employeurs.

Le but ultime d'une telle force politique doit être l'émancipation de l'homme et la démocratisation radicale de la vie économique, politique, nationale et sociale. Un tel parti préconisera le transfert du pouvoir de l'économie des propriétaires privés et de la direction des entreprises aux collectifs de travail et aux communautés. La prise de décisions dans l'économie et la répartition des avantages économiques doivent aller dans le sens de l'intérêt de l'ensemble de la société et non de ceux qui détiennent le capital. Pour cela, l'économie doit être construite sur la base de la propriété publique et non privée.

Avec le déclenchement de la guerre, les oligarques et autres grands capitalistes ont fui le pays, et c'est le peuple, y compris les travailleurs organisés qui représentent la plus grande partie de la société civile, qui a défendu le pays. Malheureusement, malgré le fait que les travailleurs constituent le noyau de la résistance ukrainienne à l'impérialisme russe, les autorités continuent de faire passer des lois pour limiter leur implication dans la prise de décision, provoquant ainsi de nouveaux conflits sociaux, sapant les capacités de défense et empiétant sur les droits démocratiques de la majorité afin de protéger la minorité au pouvoir. Les décisions

antisociales des autorités sont fondées sur une nécessité apparemment militaire, même si, dans la pratique, la plupart des exemples efficaces d'économie de guerre dans le monde sont fondés sur les principes de l'État-providence et du dialogue social.

La guerre a conduit à de nouvelles formes d'auto-organisation et de politique populaire. La mobilisation du peuple sur la base de la guerre de libération nationale a renforcé le sentiment d'implication populaire dans une cause commune et la conscience que c'est grâce aux gens ordinaires, et non aux oligarques ou aux entreprises, que ce pays existe. La guerre a radicalement changé la vie sociale et politique en Ukraine, et nous ne devons pas permettre la destruction de ces nouvelles formes d'organisation sociale, mais les développer.

Un signe positif pour nous a été le large soutien à la demande d'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine, qui a conduit à son gel, et le soutien des plus grands syndicats et partis de gauche démocratiques du monde à la demande de fourniture d'armes à l'Ukraine et à la lutte contre les lois anti-travail.

Le temps est venu pour un changement dans la politique ukrainienne. Nous appelons à la création d'un nouveau parti de masse, non oligarchique, qui représentera le travail organisé et les mouvements populaires et démocratiques, unis autour d'un projet radical de transformation de la société sur la base de la libération globale, en faveur de la propriété publique et de la démocratie.

Jusqu'à récemment, de nombreuses personnes dans le monde sous-estimaient l'État ukrainien et ne prenait pas en compte la subjectivité du peuple ukrainien. Maintenant que le peuple ukrainien, dans toute sa diversité linguistique, ethnique et culturelle, s'est uni pour prouver, les armes à la main, son droit de décider de son

destin par ses propres formes d'auto-organisation, il est temps d'expliquer à nos élites commerciales et politiques que ce ne sont pas eux, mais les travailleurs, et le peuple ukrainien qui doivent décider de comment développer l'Ukraine.

Sotsialnyi Rukh estime dans cet objectif que les priorités dans la lutte doivent être les suivantes.

VICTOIRE COMPLÈTE ET SÉCURITÉ DE L'UKRAINE

L'armée russe doit être vaincue en Ukraine – c'est une condition préalable au développement démocratique et social de notre pays et du monde entier.

La préservation de l'indépendance et de la démocratie passera avant tout par le développement de son propre potentiel de défense. Sur cette base, un nouveau système de sécurité internationale doit être construit pour contrer efficacement toute manifestation d'agression impérialiste dans le monde. L'Ukraine a besoin d'un programme de reconstruction de ses moyens de production industrielle et de son industrie de défense à forte intensité scientifique et des industries connexes.

UNE RECONSTRUCTION SOCIALEMENT ORIENTÉE

Les forces néolibérales tentent d'imposer leur vision d'une Ukraine d'après-guerre – une Ukraine détenue par les grandes entreprises, et non par son peuple, sans protection ni garanties sociales. Nous estimons qu'il est nécessaire de défendre une reconstruction qui mettra l'accent sur le développement du niveau de vie de la majorité de la population, le développement des infrastructures sociales et des garanties économiques.



- La reconstruction doit être écologique, sociale, décentralisée et démocratique, inclusive et féministe.
- La nationalisation des entreprises clés sous contrôle ouvrier et public est nécessaire. Introduction de l'ouverture des livres de comptes dans toutes les entreprises, quelle que soit la forme de propriété et d'implication des salariés dans leur gestion, création d'organes et de comités élus séparés pour la réalisation de ce droit. Taxation des systèmes de corruption sur les bénéfices de l'exportation de minerai de fer, de métaux et de produits agricoles. Introduction de la fiscalité progressive pour financer le secteur social et le développement économique. Introduction d'éléments de planification indicative et directe pour un développement structuré, stable et plus complet de l'économie.
- Les secrets commerciaux doivent être abolis. Il ne peut y avoir qu'un seul secret en Ukraine - le secret militaire, dont l'accès est réglementé par l'État, toutes les autres informations sur les activités des entreprises, des organisations et des organes de l'État doivent être transparentes pour tous les citoyens.
- Vaincre le harcèlement moral et le harcèlement au travail. Refuges pour les victimes de violences domestiques. Combattre les violences basées sur le genre, lutter pour des conditions de vie sûres et stables pour les femmes, les personnes trans et les personnes non binaires.
- Assurer l'égalité dans l'armée et la production.
- Renforcer les peines pour les crimes de haine. Accroître la représentation de tous les groupes sociaux dans les instances.

DÉMOCRATISATION SOCIALE

- Démocratisation à tous les niveaux de la vie, suppression de l'influence de l'argent et des grandes entreprises sur la politique, renforcement de la représentation et de l'importance des syndicats, des minorités nationales et des communautés, et leur implication complète dans la prise de décisions. Les propriétaires de capitaux importants et les personnalités financées par ceux-ci ne peuvent pas être membres des organes représentatifs ni occuper des postes dans les services de l'État et des municipalités. La guerre crée la nécessité de restreindre certains droits et libertés pour protéger l'indépendance et la démocratie. Cependant, nous devons exiger une justification claire de ces restrictions, afin qu'elles ne soient pas des abus de pouvoir là où il n'y a pas de nécessité militaire.
- Pour assurer la sécurité et l'ordre public, il est nécessaire d'impliquer directement les représentants des collectivités locales, en particulier les unités de défense territoriale, dont les activités doivent être réglementées de manière démocratique et transparente dans l'intérêt de la communauté.
- Protection des droits du travail au niveau des meilleures normes des pays européens, limitation de la durée de la journée de travail et adoption de la loi sur les inspections du travail.
- Transformation de la politique migratoire dans le but de simplifier l'enregistrement des motifs légaux de résidence et dans le but de bannir le traitement indigne des étrangers.
- Logements sociaux abordables et économes en énergie, protection des droits des locataires, baisses des loyers,

développement des infrastructures urbaines, des villes plus vertes. Extension de l'autonomie des autorités municipales, introduction d'éléments de démocratie directe. Développement des transports publics et restriction des transports privés dans la ville.

- Développement du mouvement étudiant et de son autonomie.
- Implication des usages de l'éducation dans le processus de prise de décision dans les universités et autres lieux d'études.

Développement d'un réseau de syndicats étudiants indépendants.

- Préservation et développement du système de santé ukrainien. Abandon des réformes fondées sur les principes de concurrence et de marchandisation, plutôt que sur la disponibilité et la qualité des services. Financement accru et modernisation de la médecine, salaires stables et décents pour les travailleurs hommes et femmes dans ce domaine. Libre accès aux médicaments, stop à la commercialisation des médicaments.

ORIGINALITÉ ET INCLUSIVITÉ

La nouvelle identité ukrainienne qui est en train de naître sous nos yeux est multiethnique et multiculturelle, car la majorité des Ukrainiens qui défendent actuellement notre État sont au moins bilingues. Le multilinguisme et la diversité de la culture nationale ukrainienne doivent être préservés et développés, en accordant une attention particulière au développement de la langue ukrainienne en tant que moyen universel d'échange et de production de connaissances dans tous les domaines de la vie sociale, de la

culture, de la science et de la technologie. L'ensemble du patrimoine culturel de l'humanité ne devrait pas seulement être disponible en langue ukrainienne. Il doit produire des œuvres littéraires et artistiques, des connaissances scientifiques et techniques de classe mondiale.

Il est nécessaire d'assurer le développement de la culture et de la langue ukrainiennes dans toute leur diversité, une ukrainisation socialement orientée basée sur un financement public décent et compétent de l'éducation, de l'édition de livres, de la vulgarisation scientifique, des festivals, des projets culturels, du cinéma, etc.

L'influence de la langue ukrainienne dans tous les domaines de la connaissance devrait être entretenue afin d'empêcher son remplacement par des langues internationales plus largement utilisées. Heureusement, la langue ukrainienne n'est pas seulement la langue de notre histoire, mais elle est aussi la langue de la science, de la technologie, de la production et de la défense modernes. La renaissance nationale de l'Ukraine est impossible sans le développement global de toutes les sphères de la vie sociale, y compris les sphères de la production de haute technologie, de l'ingénierie et de la recherche fondamentale.

Implication des minorités nationales dans la vie politique et garantie de leurs droits culturels, développement permanent et protection des cultures comptant moins de locuteurs. Lutte pour les politiques de libération et d'indigénisation de tous les peuples d'Ukraine – implication de leurs communautés dans la formation de leurs organes représentatifs avec une réelle influence politique et financement de leurs institutions culturelles et le développement de leur langue avec une compensation significative en raison de l'absence de leur propre État national.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CONTRE L'IMPÉRIALISME ET LA CATASTROPHE CLIMATIQUE

Bien que l'Ukraine soit le plus grand pays du continent européen, elle est rejetée à la périphérie de la politique régionale, sans influence sur les prises de décision, elle est réduite à un marché commercial des États européens.

La croissance des contradictions entre les centres d'accumulation du capital dans le système capitaliste mondial ne s'arrêtera pas même après la destruction complète du pouvoir impérialiste russe.

La gauche en Europe et dans le monde a souvent été impuissante et désorientée face à l'agression russe en Ukraine. Si le mouvement socialiste international ne réalise pas les erreurs qu'il a commises et ne peut pas construire une nouvelle interaction et coordination véritablement internationalistes, nous n'avons tout simplement aucune chance d'empêcher le développement de la confrontation inter-impérialiste dans l'avenir.

La catastrophe climatique qui se déroule sous nos yeux nécessite une action urgente. L'humanité doit mobiliser des ressources pour l'abandon immédiat et complet des hydrocarbures. L'abandon total du pétrole et du gaz naturel russes doit s'accompagner du développement des énergies renouvelables, mais aussi de l'énergie nucléaire, dont l'humanité ne peut plus se passer aujourd'hui. Tous les transports doivent être convertis à la traction électrique dès que possible. Dans le même temps, l'accent devrait être mis sur le développement des transports publics, non privés, et alimentés par batterie. Il est nécessaire de développer et de mettre en œuvre au maximum les technologies de chauffage électrique à

l'aide de pompes à chaleur. Réduire la quantité de bois utilisée et prendre des mesures pour protéger les forêts.

En général, une révision radicale des relations humain-nature, la régulation environnementale des entreprises, l'abandon des principes de développement illimité vers un développement durable à orientation écologique est nécessaire. Financement important de mesures d'amélioration de l'état de l'environnement et de lutte contre la catastrophe climatique.

LE MONDE EST LIBRE POUR LA CRÉATIVITÉ ET L'ACQUISITION DE CONNAISSANCES

L'accès au savoir doit être libre et gratuit pour toute personne. Chaque personne doit bénéficier des conditions les plus favorables pour apprendre et réaliser ses propres intérêts de création et de recherche. Le système de privatisation des droits de propriété intellectuelle devra être aboli et remplacé par un système public de droit d'auteur, de reconnaissance sociale et de rémunération des créateurs, et non celui des marchands qui s'approprient les œuvres d'autrui. Une éducation de masse de qualité devra être développée en utilisant à la fois des méthodes traditionnelles et en ligne, en réduisant la taille des classes. Enseignement supérieur gratuit pour tous. Interdiction de l'enseignement privé et investissement dans l'enseignement public. Élargissement de la portée des travaux de recherche et de conception, en particulier dans les secteurs techniques et de la défense.

Protégeons la victoire du peuple ukrainien de sa privatisation par les oligarques!



PAS DE CHAUVINISME DANS LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

DÉCLARATION¹

La libération des territoires sous occupation russe posera inévitablement la question de la réintégration des populations libérées. Cette question nécessite une attention particulière, si, bien sûr, nous voulons recouvrer non seulement les territoires, mais réintégrer aussi leurs habitants. Cependant, les représentants des autorités [ukrainiennes] agissent souvent selon une logique différente, recourant à l'incitation à la haine contre la langue [russe].

Le secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, Alexei Danilov, a déclaré que « la langue russe doit disparaître complètement de notre territoire en tant qu'élément de propagande ennemi et de lavage de cerveau pour notre population. »

Comme on le sait, les Russes considèrent que la nation ukrainienne, la langue ukrainienne et la culture ukrainienne doivent être détruites comme phénomènes incompatibles avec l'« idée nationale ». Cela sert d'excuse à la guerre et à tous les crimes des autorités russes. Mais au lieu de dénoncer cette illusion, nos autorités s'y complaisent.

La langue russe n'est pas seulement celle de Poutine et Solovoyov – c'est la langue de millions d'Ukrainien-nes, y compris

1. 23 octobre 2022.

ceux qui combattent l'impérialisme russe. La langue russe est d'une grande importance pour beaucoup de ceux qui vivent sous occupation. Le déni du droit de ces gens de parler leur langue maternelle entraîne le rejet d'une grande partie de la société.

Ainsi, Danilov ne s'oppose pas à la propagande russe mais y contribue. Nous condamnons fermement de telles déclarations. Russophone ne veut pas dire pro-russe!

Nous rappelons que la situation dans laquelle un groupe de personnes par signes linguistiques subit des restrictions de droits relève de la définition de la discrimination (article 1 de la loi ukrainienne «sur les principes de prévention et de lutte contre la discrimination en Ukraine»). Conformément à la Constitution ukrainienne, l'Ukraine garantit le libre développement de toutes les langues des minorités nationales d'Ukraine.

Par conséquent... les discours haineux doivent être rejetés en tant qu'élément de propagande ennemie et de lavage de cerveau de notre population.

**NON AU CHAUVINISME!
SOLIDAIRE - OUI!**



POUR UNE MOBILISATION JUSTE SOCIALEMENT¹

Le 24 août, des militants de Sotsialnyi Rukh de Lviv ont soutenu un rassemblement de femmes et d'enfants, qui exigeaient des conditions de service claires. Des étudiants et d'autres citoyens actifs se sont également joints à la manifestation.

Après deux ans d'invasion à grande échelle, les volontaires qui sont allés défendre l'Ukraine dès les premiers jours de la guerre sont toujours en service et ne savent pas quand ils pourront rentrer. Un service prolongé au front sans conditions de service clairement définies exerce une pression psychologique sur les militaires et leurs familles, sapant le moral et la préparation au combat de l'armée. L'absence de lois sur les conditions de service démotive également la population civile et réduit l'efficacité de la mobilisation, augmentant le risque de corruption et de désertion.

Sotsialnyi Rukh soutient les justes revendications des activistes du mouvement pour des conditions de service claires. Nous défendons une juste répartition du fardeau de la guerre sur la société ukrainienne et des garanties sociales pour les militaires et leurs familles. N'oublions pas que militaires épuisés = guerre perdue !

1. 26 août 2024.

КРИТИЧНО ВАЖЛИВО:
ЗАХИСТ ПРАВ ПРАЦІВНИКІВ КРИТИЧНОЇ
ІНФРАСТРУКТУРИ



DIPD
CENTRE FOR
JUSTICE AND DEMOCRACY
WWW.REV.ORG.UA

КИЇВ
28.12
18:00

ЛЕКЦІЯ
ВІТАЛІЯ
ДУДІНА

LES DROITS DU TRAVAIL SONT MIS À MAL

DÉCLARATION¹

Le peuple ukrainien, qui travaille dur, continue de souffrir de l'agression russe, qui a déjà fait des milliers de victimes. En raison des combats dévastateurs dans plus de dix régions d'Ukraine, des millions de personnes ont perdu leur emploi. Ceux qui travaillent ont naturellement été confrontés à une détérioration de leurs conditions de travail.

Nous sommes bien informés de cette situation. Le Mouvement social a reçu de nombreuses plaintes (notamment de médecins). Dans certaines entreprises, la charge de travail augmente, tandis que certains employeurs mettent en place des emplois temporaires ou à temps partiel. Cela renforce la tension sociale. Les décisions visant à affaiblir le contrat et les conditions de travail des employés sont souvent contraires à la loi. Mais les partisans du néolibéralisme tentent [d'utiliser le contexte de l'invasion] pour simplifier la vie des employeurs.

La Chambre de commerce et d'industrie d'Ukraine a réagi à l'agression de la Fédération de Russie en invoquant une force majeure (circonstances exceptionnelles) à partir du 24 février. Le ministère de l'économie ne voit pas que cette déclaration est un véritable blanc-seing permettant aux patrons de s'affranchir

1. 15 mars 2022.

de toute sanction en cas de non-respect de leurs obligations (y compris pour les salaires impayés). Les juristes considèrent cette déclaration comme une démarche illégale, celle-ci est néanmoins désormais sur la place publique, notamment parmi un très grand nombre d'entrepreneurs.

La confrontation continue. Aujourd'hui, la Chambre de commerce et d'industrie a demandé au gouvernement de soutenir les entreprises en réduisant les impôts et en adoptant un projet de loi scandaleux visant à simplifier la réglementation des relations de travail (5 371). Sous couvert de guerre, il est proposé de faire passer une loi qui pourrait simplifier le licenciement, comme nouvelle disposition permanente.

La proposition la plus inquiétante contre les travailleurs est l'introduction du projet de loi 7 160 de Galina Tretyakova sur l'organisation des relations de travail pendant la période de guerre. Ce projet introduit en fait une semaine de travail de six jours et de soixante heures, supprime les congés payés et permet les mutations de personnel et les licenciements.

De telles mesures transfèrent le fardeau de la guerre des plus riches vers la majorité laborieuse, elles sont donc inacceptables.

Les soldats ukrainiens se battent pour que leurs proches bénéficient d'un bien-être et d'un avenir digne. La survie de l'Ukraine nécessite la mobilisation de ressources sur une base équitable. L'alternative au «capitalisme de guerre» est la désoligarchisation, la fermeture des *holdings offshore* [des oligarques ukrainiens] et l'abolition de la dette extérieure de l'Ukraine.

LA LUTTE DES CLASSES N'EST PAS TERMINÉE DANS LA GUERRE EN COURS

ENTRETIEN AVEC DENYS PILACH¹

La guerre dure depuis plus de deux mois et les combats directs se sont maintenant déplacés, au moins temporairement, vers des zones spécifiques. Peux-tu nous dire quelle est la situation de ton point de vue ? Comment la société ukrainienne change-t-elle, et quels sont les espaces laissés au mouvement social pour avoir un impact sur la situation actuelle ?

Tout le monde ici a été affecté par la guerre. Des millions de vies sont brisées. Le nombre de personnes déplacées est supérieur à 10 millions : la moitié d'entre elles sont maintenant réfugiées dans d'autres pays, l'autre moitié cherche des endroits relativement sûrs en Ukraine. Les plus grandes villes comme Kyiv, Kharkiv, Lviv, Odessa sont encore bombardées de temps en temps, donc je ne peux pas vraiment dire qu'un endroit est sûr en ce moment. En termes de changements sociaux, il ne s'agit pas seulement des personnes au front qui ont choisi de se battre avec des armes. De nombreuses personnes ont continué à travailler et à faire des heures supplémentaires, au péril de leur vie, et ont accompli un énorme travail humanitaire dans tout le pays. Je pense au

1. Publié par Transnational Social Strike, 30 avril 2022. Traduction : Patrick Le Tréhondat.

personnel soignant, aux infirmières, aux médecins qui continuent à travailler malgré les bombes. Les cheminots aussi apportent une contribution héroïque en aidant les gens à se reloger. Et la liste pourrait s'allonger. Vous trouvez des gens comme ceux à la base qui apportent leur contribution soit en ne quittant pas leur lieu de travail, soit en agissant en tant que volontaires pour aider les gens de toutes les manières nécessaires. Les autorités locales ne sont responsables que d'une partie de l'organisation de l'accueil des réfugiés, mais l'essentiel de l'effort est fourni par des personnes ordinaires qui agissent spontanément et font ce qui leur semble le plus nécessaire : les aider, leur permettre d'atteindre la frontière, et partager les biens disponibles.

Il y a également de nombreux militants qui s'organisent de manière autonome en réseaux pour nourrir les gens, les héberger, distribuer des médicaments, etc. La quasi-totalité d'entre nous [Sotsialnyi Rukh] est maintenant impliquée dans de telles activités, et est également en contact avec les réseaux de solidarité internationale ; nous venons de recevoir le premier convoi de Bosnie et d'autres arrivent avec des militants radicaux et des syndicalistes de France, de Suisse, du Royaume-Uni, du Danemark et de Pologne.

Je voudrais ajouter que, dans ce contexte, les droits du travail sont attaqués avec l'excuse de la guerre. Dans Sotsialnyi Rukh, nous avons organisé une initiative appelée « Défense du travail » afin de recueillir des expériences et de fournir une assistance juridique aux travailleurs dont les droits ont été violés, qui ne reçoivent pas de salaire ou qui sont licenciés. Nous pensons que c'est important aussi à la lumière des récentes décisions des députés néolibéraux au Parlement ukrainien qui font pression pour des réformes visant à libéraliser le marché du travail, ce qui signifie seulement réduire



les protections des travailleurs et les droits syndicaux. Nous avons réussi à stopper le projet de loi, qui n'a finalement pas eu assez de soutien pour être adopté, ce qui nous montre que la lutte des classes n'est pas terminée dans la guerre en cours.

Vous avez dit que les syndicats de base et les mouvements sociaux sont les seuls à s'opposer à la tentative d'adoption de cette loi, qui, nous le savons, fait partie d'une longue vague de libéralisation du marché du travail. Pensez-vous que vous avez réussi à stopper la loi en raison du rôle crucial que jouent les mouvements de base pour aider les gens en ce moment ?

Concernant votre première question : je dirais que notre succès est surtout une heureuse coïncidence. Le rôle des mouvements sociaux nous a partiellement aidés, mais surtout, ils n'ont pas pu faire passer la loi car le Parlement n'était pas stabilisé à l'époque. Néanmoins, plus nous parviendrons à nous organiser, plus nous aurons de chances de faire pression en faveur d'un agenda politique différent et d'arrêter des lois comme celle-ci à l'avenir.

Cela nous amène au deuxième point que nous voulions soulever. Ce que vous avez dit précédemment à propos de la lutte des classes est crucial car nous devons trouver des moyens de penser à l'intérieur de la dynamique de la guerre, en allant au-delà de sa logique, sans se laisser piéger par elle. Le récit de la guerre tend à masquer toutes les autres formes de division au sein de la société. Comment associez-vous la poursuite de la lutte des classes à cette situation et

quel espace les luttes sociales trouvent-elles en Ukraine en ce moment ?

Je dois commencer par le fait que la résistance ici est vraiment populaire et marque un signe d'union au sein de la société. Tous les habitants de l'Ukraine ressentent désormais cette menace existentielle pour leur vie, ce qui rapproche les gens dans un soutien mutuel. Même les personnes les plus discriminées, comme la communauté rom, se sont portées volontaires dans les unités de défense territoriale. À ce niveau, la société est unie. Pourtant, en termes de classe sociale, les intérêts sont différents. À la veille de la guerre, la majorité des oligarques ukrainiens ont fui le pays, emportant avec eux autant d'argent qu'ils le pouvaient. Les élites ont quitté le pays en abandonnant sa défense aux gens du peuple. Ils ne font pas partie de la résistance. Nous pensons que, dans le meilleur des cas, le mouvement de solidarité construit à partir de la base peut survivre à la guerre et être efficace pour modifier la répartition du pouvoir de classe. Nous devons nous organiser politiquement pour créer une politique progressiste de la classe ouvrière contre les partis liés aux groupes oligarchiques.

Dans les grandes villes d'Ukraine, il y a eu des tentatives d'organiser différents types de travailleurs, y compris les coursiers, les travailleurs sociaux, etc. avant la guerre. Ces expériences continuent-elles à susciter des revendications, ou s'orientent-elles vers des objectifs différents ? Existe-t-il des luttes syndicales en termes « classiques », même pendant la guerre ?

Oui, il y a eu des initiatives de la part des infirmières et du personnel soignant, mais la plupart des organisations se sont réorientées vers les efforts humanitaires à cause de la guerre. Mais il faut aussi dire que les efforts de la base peuvent être maintenant sapés par les attaques des patrons contre les conditions des travailleurs. Mais il est très dangereux pour eux, en ce moment, de donner l'impression qu'ils veulent détruire les gens qui aident à la résistance. Il n'y a pas de grèves ou de manifestations de rue, car les rassemblements de masse sont désormais dangereux, mais le mécontentement peut s'exprimer par d'autres canaux, comme les pétitions collectives. Tout est intense, en ce moment nous n'avons pas le temps de faire autre chose que ce qui est nécessaire pour survivre ; mais dans cette expérience, vous pouvez voir des façons d'exprimer le mécontentement et de contrer les attaques contre les travailleurs.

Dans quelle mesure est-il important pour vous de développer des liens transnationaux en dehors de la dimension urgente de la solidarité internationale ?

Je commencerais par ce que nous faisons déjà en termes de solidarité pratique. Avec des camarades polonais, nous nous organisons pour nous élever contre les violations des droits des réfugiés, en nous emparant de questions comme celle des loyers. Il y a aussi la question des droits des femmes : l'invasion russe a entraîné un nombre considérable de violences sexuelles à l'encontre des femmes, de nombreuses Ukrainiennes ont été violées. Ces femmes se voient ensuite refuser le droit d'avorter en Pologne en raison de la législation nationale anti-avortement. Nous avons

ici une coordination qui vise à aider les femmes qui tentent de rejoindre la Pologne.

Sur le plan politique, promouvoir l'annulation de la dette ukrainienne serait un excellent exemple pour d'autres pays qui sont également pris au piège dans ce cercle infernal de la dette; de nombreux partis de gauche européens soulèvent cette question dans leurs parlements, également en relation avec nos autres revendications, comme celle par exemple concernant la reconstruction du pays. D'énormes investissements seront nécessaires et, généralement, le capital étranger profite de ces situations; nous aurons besoin de plus de droits du travail et de choix plus orientés vers le social dans les politiques qui seront mises en œuvre pour reconstruire l'Ukraine. Il y a aussi la question générale de savoir comment arrêter cette guerre, parmi beaucoup d'autres. Nous nous demandons donc ce qui alimente cette machine de guerre. Si vous allez à la racine de la machine du capital, vous verrez que les actions militaires expansionnistes sont à l'ordre du jour, c'est pourquoi nous avons besoin d'une alternative écosocialiste pour mettre fin au capitalisme des combustibles fossiles et aux régimes autoritaires qui continuent à faire la guerre à d'autres pays, également avec le soutien des grands capitalistes occidentaux. Je considère que tout ceci interconnecte les deux menaces auxquelles l'humanité est confrontée en ce moment: l'extinction par la guerre nucléaire ou par la catastrophe écologique.

Vous avez participé à la réunion de l'Assemblée permanente contre la guerre promue par Transnational Social Strike. Comme vous le savez, nous avons promu une réflexion collective sur ce que pourrait signifier aujourd'hui une



politique de paix transnationale. Elle est censée s'adresser aux mouvements sociaux, et non aux États, aux armées ou à la diplomatie. Lorsque nous l'avons proposé, nous voulions nous distinguer du discours du pacifisme en tant que tel et mettre l'accent sur les différentes luttes dont nous avons également parlé dans cette interview : vous avez mentionné la question de la dette, la question patriarcale, les droits du travail, la crise climatique. Tout cela renvoie à des problèmes qui ne sont pas spécifiques à cette guerre, mais qui sont exacerbés par elle. La guerre elle-même n'est pas un événement isolé. Pensez-vous qu'un appel à une politique de paix transnationale soit utile dans un moment comme celui-ci ? Et pensez-vous que les connexions transnationales peuvent également être utiles pour surmonter les discours nationalistes qui sont maintenant légitimés par l'invasion et la nécessité de résister ?

Les grandes puissances tentent à présent de diviser à nouveau le monde en sphères d'influence ; dans ce système, vous perdez toute capacité d'action et toute subjectivité. La majorité des gens sont considérés comme des objets ; cela met dans la même position tant les Ukrainiens pris pour cible par les Russes que les Palestiniens frappés par les Israéliens, ainsi que les populations des pays d'Amérique latine soumises à l'influence et les interventions des États-Unis. Je pense que les peuples devraient toujours avoir le droit de s'autodéterminer et de résister à toute forme d'agression impérialiste. Je sais que l'aide militaire à l'Ukraine est une question controversée et qui divise ; pourtant, aujourd'hui, les armes sont cruciales pour la survie des personnes qui résistent. Nous avons assisté à des exécutions massives par les Russes ; faire

obstacle à la résistance ne signifie pas arrêter la guerre, cela signifie simplement ouvrir la voie à un régime dictatorial en Ukraine. Les gens sont opprimés et soumis à la terreur: pour mener des négociations correctes et empêcher la Russie de s'emparer de portions plus importantes de l'Ukraine, nous avons besoin d'une certaine puissance de notre côté. Malheureusement, ce pouvoir repose aussi sur la résistance militaire en ce moment.

Aux camarades qui pensent que c'est mal d'aider la résistance militaire ukrainienne, je leur demande de réfléchir à ce qu'ils feraient dans cette situation. Il est contre-productif d'empêcher l'aide militaire aux Ukrainiens dans cette situation. Mais je voudrais aussi qu'ils considèrent que si cela va contre leurs principes de soutenir la résistance armée, ils peuvent fournir d'autres types d'aide, avec les réfugiés, par exemple, mais aussi en promouvant des initiatives politiques.

Toutes les questions que vous avez mentionnées sont des questions mondiales: justice climatique, droits des femmes et des migrants. Nous devons dépasser les frontières nationales et agir au niveau transnational si nous voulons poursuivre de tels objectifs. La guerre en Ukraine s'inscrit dans une chaîne de guerres impérialistes et nationalistes. La guerre attise inévitablement les sentiments nationalistes, cela arrive à chaque fois. Il est donc très important que nous montrions que la solidarité internationale existe et que notre souffrance actuelle est liée à celle d'autres personnes dans le monde. Des millions de réfugiés cherchent désespérément une place et cela nous rappelle les réfugiés qui sont arrivés ces dernières années de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan, de Somalie, du Soudan, etc. et qui ont été confrontés à des discriminations et des obstacles. Cela doit nous apprendre à traiter

les gens humainement et à combattre toutes les discriminations. Nous aimerions changer la façon de penser, pas seulement en ce qui concerne l'Ukraine, nous voulons mettre en lumière la situation des personnes opprimées et nous devons donc nous connecter au contexte mondial, en particulier aux personnes qui souffrent comme nous d'injustices et d'inégalités. Cela signifie que nous devons mettre en avant des demandes capables de pousser à une vision plus égalitaire du monde.

L'Assemblée permanente contre la guerre a publié un appel à «frapper la guerre» le 1^{er} Mai, pour une politique de paix transnationale. Prévoyez-vous une initiative le 1^{er} Mai et pensez-vous que le 1^{er} Mai peut renforcer la communication entre les mouvements par-delà les frontières?

Nous voulons organiser une sorte d'événement à Lviv pour le 1^{er} mai, peut-être dans d'autres endroits également. Nous voulons célébrer la solidarité des travailleurs et inviter des hôtes internationaux; un convoi de solidarité internationale devrait également arriver ce jour-là. Je pense qu'il est important de rester en contact et de renforcer les contacts et la communication.

**ЗА РІК ВБИТО
228 ПРАЦІВНИКІВ**



**У 2024 РОЦІ ЗРОСЛА СМЕРТНІСТЬ
НА РОБОТІ, ВИКЛИКАНА
РОСІЙСЬКОЮ АГРЕСІЄЮ**

VICTOIRE ET HAINE DE L'ENNEMI

ZAKHAR POPOVITCH¹

Pour survivre, l'Ukraine n'a d'autre choix que de remporter une victoire militaire. Victoire sur la Russie, gravement touchée par le fascisme. Les travailleurs russes peuvent encore empêcher le pire scénario pour leur pays en défiant le poutinisme. Que cela soit possible dépend également de l'état d'esprit en Ukraine, à savoir de l'arrêt de la déshumanisation de l'ennemi. Zakhar Popovitch réfléchit à une telle perspective.

La victoire de la Seconde Guerre mondiale, dont on célèbre aujourd'hui l'anniversaire, n'est pas allée sans une puissante vague de haine pour tout ce qui est allemand, ce qui a duré longtemps après la guerre. Nous pouvons rappeler des histoires sur la façon dont les militaires soviétiques, s'exprimant lors de rassemblements devant la population locale de l'Allemagne libérée, terminaient parfois leurs discours par des appels à « cogner les Allemands ». Il a fallu des décennies pour que la haine s'apaise, les Allemands déclarant à plusieurs reprises leur responsabilité, des réparations et des indemnités à vie aux prisonniers des camps de concentration étant versées.

1. 9 mai 2022. Traduction : Léonie Davidovitch.

L'Ukraine est actuellement en guerre contre les envahisseurs russes. Les atrocités en cours en Ukraine sous le mot d'ordre de «dénazification» et de «protection des russophones» provoquent une réaction émotionnelle sincère d'abandonner tout ce qui est russe, d'oublier la langue russe et d'effacer de la mémoire toute la littérature classique russe, c'est-à-dire une grande partie de ce qui apparaît comme un péché, imprégné d'un parfum impérial et d'une suprématie sur les autres peuples, en particulier par ceux qui ont été conquis par l'empire. Dans quelle mesure la culture ukrainienne préservera sa composante russe n'apparaîtra clairement que lorsque la guerre sera terminée, et plus elle durera, plus la culture russe souffrira en Ukraine, en Russie et dans le monde.

LA GENÈSE DE LA HAINE

Maintenant, nous voyons une haine croissante pour tout ce qui est russe. Cela a commencé par la haine de Poutine, qui a promu Ianoukovitch, annexé la Crimée et déclenché une guerre dans le Donbass. Jusqu'à récemment, la plupart des Ukrainiens ne blâmaient pas tous les Russes pour les crimes du régime Poutine, mais avec l'agression de la Russie, il est devenu de plus en plus clair que la plupart des soldats russes ont rejoint sous contrat l'armée plus ou moins volontairement. Bien sûr, la plupart des soldats russes viennent des régions les plus défavorisées et les plus arriérées et ont rejoint les forces armées principalement en raison du manque de travail, de l'impossibilité d'obtenir une éducation décente et même simplement de s'assurer des moyens de subsistance relativement décentes. Sans doute, la catastrophe sociale dans ces régions est principalement le résultat de la politique de la capitale Moscou-Péttersbourg menée depuis de nombreuses

années, et qui a méthodiquement exploité et négligé ces régions, tout en en extrayant tout leur jus. Mais quelles que soient les conditions sociales évoquées, on ne peut esquiver la question de la responsabilité personnelle. De nombreux militaires russes commettent des violences et des crimes ici de leurs propres mains, ils font ce qu'une personne normale ne semble pas être autorisée à commettre. Que peuvent signifier d'autre que les cadavres de civils retrouvés à Boutcha, les mains liées dans le dos, qui ont reçu une balle dans la nuque? Cela ne peut pas être un accident, c'est un meurtre délibéré de civils détenus qui ne pouvaient plus résister et ne représentaient aucune menace.

HAINES ET VICTOIRE

Mais ce qui est encore plus épouvantable, c'est que tant de Russes semblent soutenir la guerre, croyant les déclarations cyniques de l'état-major russe selon lesquelles ils n'ont rien à voir avec ces tueries. Au lieu de déclarer qu'elles sont prêtes à participer à l'enquête, les autorités russes nient simplement les faits évidents. Et le nombre de Russes qui soutiennent la guerre, malgré les dizaines de milliers de civils ukrainiens tués, semble augmenter. Bien qu'il soit possible qu'un processus plus complexe de polarisation de la société russe soit en cours, parallèlement à la consolidation de l'élite et de ses hommes de main, la résistance aux politiques cannibales de Poutine s'accroît malgré tout.

QUELLES SONT LES COUCHES SOCIALES QUI SONT POUR POUTINE ?

D'une part, il semble que même les Russes qui étaient initialement contre la guerre, probablement pour une raison humaniste abstraite et une réticence à gâcher les relations avec l'Occident, ressentent maintenant les conséquences désagréables des sanctions et, surtout, le mépris de la plupart des Européens. Ils se sentent insultés dans leur orgueil et ils ont commencé à soutenir activement la guerre. Il en va de même avec les mobilisations des diasporas russes «contre la russophobie», qui se sont déroulées dans de nombreuses capitales européennes en même temps que l'extermination de milliers de femmes et d'enfants ukrainiens par l'armée russe à Marioupol, Boutcha, Irpin et des dizaines d'autres villes et villages. Il s'avère donc que même les Russes qui ont considéré la guerre de Poutine comme une erreur croient encore que la Russie a le droit de la mener : puisque les Américains peuvent se permettre d'exterminer les Irakiens, les Afghans, etc., les Russes peuvent aussi se permettre de faire ce qu'ils jugent nécessaire dans leur zone d'influence. Et cette logique impériale vindicative ne peut rien faire d'autre que de provoquer la colère et la haine. Et, malheureusement, cette contagion impériale s'est dans une certaine mesure installée chez la majorité des citoyens de la Fédération de Russie, c'est du moins ce que montrent les sondages d'opinion disponibles. Même si les chiffres absolus du soutien à Poutine par les citoyens russes sont quelque peu gonflés, il semble que la dynamique du soutien à la guerre soit, selon la plupart des sociologues, positive. Selon certaines estimations, la guerre est maintenant soutenue par plus de Russes qu'il y a un mois ou deux. Il y a là un fascisme véloce en Russie.

Dans cette situation, la haine des Ukrainiens envers les Russes semble tout à fait naturelle, justifiée et inévitable. Ce qui m'inquiète le plus, c'est pourquoi si peu de Russes détestent le régime impérial russe et son histoire impériale oppressive, les classes dirigeantes russes modernes et leurs sbires. Beaucoup sont maintenant bardés de drapeaux russes et affichent des symboles «Z» sur leurs voitures dans les rues de Russie, mais aussi dans d'autres villes européennes. Après tout, ces scélérats dansent maintenant sur les os des enfants russophones de l'ukrainienne Marioupol.

Alors que la population manifeste diversement son soutien au régime et que la police rafle dans les rues toute personne pouvant être soupçonnée d'avoir des attitudes antiguerre, le nombre de protestations sociales augmente en Russie. Alors même que la répression s'intensifie et qu'une dictature militaire est mise en place en Russie, on assiste à des grèves dans l'industrie automobile, à des grèves de coursiers et à la désobéissance civile. En Russie, la société civile et les organisations politiques continuent d'agir de manière cohérente et radicale contre la guerre².

Peut-être que le «peuple russe» mérite d'être haï en tant que communauté de personnes qui s'associe à cet État impérialiste et soutient un régime criminel. Mais la classe ouvrière russe, consciente de sa condition, de ses intérêts et de ses objectifs, qui renversera ce régime, mérite notre respect, notre soutien et notre solidarité. Elle peut devenir une classe à part entière, pour autant que chaque ouvrier russe trouve la force et la dignité de s'élever

2. En particulier, nous parlons du Mouvement socialiste russe, qui exige sans condition le retrait des troupes russes de toute l'Ukraine et soutient notre position sur la nécessité de doter l'Ukraine d'armes.

contre le pouvoir de l'oligarchie et de la police secrète. De plus, les travailleurs ukrainiens armés, qui ont reçu des armes à la fois en tant que combattants des forces armées et en tant que membres de la Défense territoriale, pourront un jour passer de la tâche d'anéantir l'occupant russe à celle de la résolution du problème de la déoligarchisation de l'Ukraine et d'établir une véritable justice sociale et la démocratie.

LA DIFFÉRENCE ESSENTIELLE

La haine des Ukrainiens est justifiée en tant que haine pour un criminel qui ne peut pas être puni, mais il est regrettable que cette haine de toute la nation devienne presque une nouvelle norme journalistique. Les mêmes personnes qui, il y a un mois, se sont battues contre le « discours de haine » et ont promu la tolérance, crient maintenant leur haine de l'ennemi. Et elles ont raison, car la guerre n'implique pas la tolérance envers l'ennemi, du moins jusqu'à ce qu'il se rende.

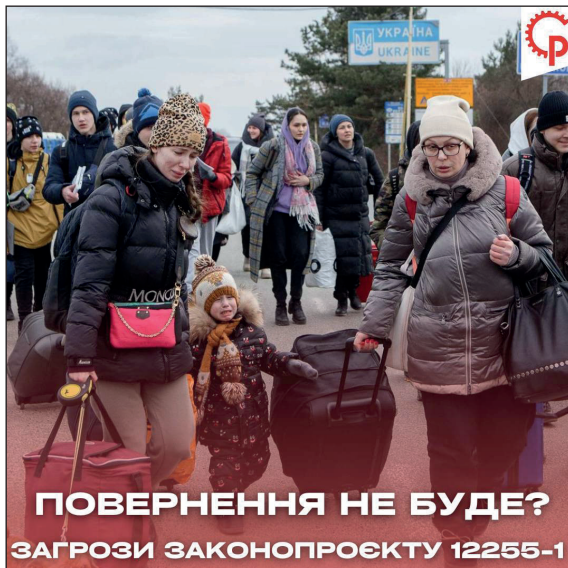
Il est bon que les autorités ukrainiennes, en particulier le bureau du Président, insistent constamment sur la nécessité de traiter les prisonniers avec humanité, enquêtent sur les informations faisant état de violations de leurs droits, mais la civilisation et l'humanité n'annulent pas la haine et la cruauté. La civilisation n'annule pas le racisme. Vous pouvez déjà voir un nombre incroyable de posts sur les réseaux sociaux, qui, de diverses manières, affirment l'infériorité des Russes, en particulier, en matière de valeurs, de culture, de génétique. Le principal porte-parole de la propagande de l'État ukrainien *United News*, suivi par la moitié des journalistes du pays,

traite constamment les Russes d'«orques³». Il leur semble gênant d'appeler les Russes différemment. Cela rappelle le terme «cafard» utilisé par la radio publique rwandaise pendant le génocide.

Cette terminologie normalise le fascisme, donc si nous ne voulons pas nous fasciser et nous transformer en une autre «hérésie», nous devons nous abstenir de déshumaniser l'ennemi. Peu importe à quel point nous haïssons nos ennemis et quels que soient les crimes qu'ils commettent, ils restent des humains et seront tenus responsables de tous leurs actes. Nous voulons punir les criminels, pas les transformer en esclaves.

Pour le meilleur ou pour le pire, nous avons des racines culturelles assez proches [avec les Russes], et notre seule différence est que nous avons choisi de lutter contre l'empire et l'impérialisme au lieu de nous contenter d'en faire partie. Et eux aussi [les Russes] peuvent choisir cette voie. La plupart des Russes sont des travailleurs et des jeunes Russes souffrent aussi (mais certainement pas autant que les Ukrainiens) de l'oppression des autorités impériales russes. Bien sûr, ces gens sont largement zombifiés par la propagande, mais leur niveau de soutien à la guerre parmi eux est bien inférieur à celui des «classes moyennes» petites-bourgeoises des sbires pro-Kremlin. La chance de construire un ordre mondial sans impérialisme réside, en particulier, dans la capacité à mobiliser la classe ouvrière russe contre l'impérialisme russe.

3. NdT: Ce nom donné aux Russes fait référence au livre *Le seigneur des anneaux* et à ses créatures humanoïdes monstrueuses.



**ПОВЕРНЕННЯ НЕ БУДЕ?
ЗАГРОЗИ ЗАКОНОПРОЄКТУ 12255-1**

NOTRE OBJECTIF PRINCIPAL EST MAINTENANT DE GAGNER CETTE GUERRE

VIKTORIIA PIHUL¹

Comment le mouvement féministe essaie-t-il de faire face et d'affronter au mieux la catastrophe actuelle ? Quelles sont ses priorités ?

La guerre que nous vivons actuellement a affecté et changé tous les aspects de notre vie. Les occupants s'efforcent, entre autres, de démoraliser la population. C'est pourquoi ils utilisent tous les moyens, y compris la violence. En ce moment même, nous devons comprendre que le viol est une manière de montrer son pouvoir et son contrôle sur une situation, et non un désir sexuel. Bien entendu, le travail des organisations féministes dans ces conditions a considérablement changé. Avant la guerre, les féministes et celles qui se battaient avec nous pour les droits et la visibilité des femmes faisaient une très grande partie du travail d'éducation : cours, programmes et événements éducatifs ; organisation d'actions, de marches, etc. Aujourd'hui, ce travail se transforme et l'aide est principalement axée sur la survie et le soutien humanitaire : recherche d'aide humanitaire, de médicaments pour les

1. Propos recueillis par Dick Nichols, publié par *Links*, 13 juillet 2022. Traduction : Léonie Davidovitch.

représentant·es des trans, création de refuges, aide aux femmes ayant des enfants pour trouver ou fournir des services de garde. Le Mouvement social, par exemple, collecte l'aide humanitaire pour les femmes et les enfants avec des syndicats. Les organisations avec lesquelles nous entretenons des relations amicales, comme Femsolution, Feminist Lodge et Bilkis, font désormais de même.

Nous vivons un moment contradictoire: d'un côté, le mouvement féministe se rapproche des femmes, entend leurs voix. Le point positif pour les droits des femmes est que les femmes dirigent et sont plus engagées dans les efforts humanitaires communautaires. Cela donne l'occasion aux acteurs humanitaires de solliciter la participation et les conseils des femmes. Je pense qu'il est très important de se concentrer sur ce point: les femmes sont impliquées dans des processus très importants qui permettent aux Ukrainien·nes de vivre et de survivre à l'arrière.

D'autre part, de nombreux problèmes sur lesquels le mouvement a travaillé pendant des années risquent de devenir des questions «pas maintenant». Et ce que les femmes font maintenant pour aider à gagner risque d'être négligé dans le discours public. Parce que toute l'attention est maintenant concentrée sur les opérations militaires et le rôle des hommes, et que la contribution féminine au front sera elle aussi moins visible. Autrement dit, l'inégalité dans la représentation des rôles féminins et masculins n'a pas disparu avec la guerre, mais s'accroît plutôt.

Je considère que les espaces potentiels pour le travail féministe sont l'activisme de base et le travail avec les femmes pour construire une cohésion, la conscience de notre visibilité et la poursuite de la lutte pour la participation politique des femmes. Par exemple, les quotas de genre, le travail des délégué·es au genre, la promotion

et la mise en œuvre de la convention d'Istanbul, qui a été ratifiée le mois dernier par Ukraine, le travail sur le problème de la violence domestique, la création de refuges pour les femmes. Tout cela peut être réalisé lorsque les femmes veulent défendre leurs intérêts et combattre le stéréotype selon lequel, en politique, tout est fait par des grandes personnes et qu'elles ne décident de rien.

Olena Zelenskaya (la « première dame » d'Ukraine [épouse de Volodymyr Zelensky]) a déclaré :

Notre résistance, comme notre future victoire, a pris un visage particulièrement féminin. Les femmes combattent dans l'armée, elles s'engagent dans les [unités] de défense du territoire, elles sont à la base d'un puissant mouvement de volontaires qui approvisionnent, ravitaillent, nourrissent... elles accouchent dans des abris, sauvent leurs enfants et s'occupent de ceux des autres, elles font tourner l'économie, elles vont à l'étranger pour chercher de l'aide. D'autres font simplement leur travail, dans les hôpitaux, les pharmacies, les magasins, les transports, les services publics... pour que la vie continue.

Dans quelle mesure cette image de l'engagement des femmes dans la lutte contre l'invasion russe est-elle exacte ?

Dans ce contexte, je tiens à souligner que les rôles des sexes sont en train de changer en Ukraine. Les femmes sur le front intérieur sont aussi en guerre, ce qui est tout aussi important. Les paroles de Zelenskaya reflètent vraiment ce que j'ai vu pendant ces plus de quatre mois de guerre. Alors que de nombreuses personnes se retrouvent au chômage et que la plupart des hommes s'engagent dans les forces armées ukrainiennes, les femmes assument de nouveaux rôles et occupent plusieurs emplois pour compenser

la perte de revenus de la famille. De nombreuses femmes, obligées de laisser leur maison et leurs biens derrière elles, doivent faire face aux nécessités de la vie quotidienne dans un nouvel endroit. À propos, l'État a accordé une aide unique de 6 500 hryvnias (220 euros) aux Ukrainien-es, mais c'est très peu si l'on tient compte de l'inflation.

En même temps, les femmes passent de plus en plus de temps avec les enfants, tout comme elles suivent des cours à distance. Les femmes décident très souvent de rester dans les territoires occupés pour s'occuper de leurs parents âgés ou d'autres personnes. Elles ont aussi peur de perdre leurs sources de revenus. Elles sont donc de plus en plus exposées à la violence, qu'il s'agisse de celle des Russes ou de la violence psychologique domestique. Tout cela crée une charge supplémentaire et exige beaucoup d'efforts de la part des femmes. Je tiens à souligner qu'elles considèrent souvent leur travail et leur contribution à la résistance comme allant de soi. Il nous incombe, en tant que féministes, de soutenir les femmes, de reconnaître leurs besoins et de les aider de toutes les manières possibles. Le plus important est de ne pas laisser le visage féminin de la guerre dans l'ombre.

Quelle importance a eu, pour le moral général de la résistance à l'invasion russe, la forte augmentation de la participation des femmes dans l'armée et les organisations de volontaires ?

Dès le début, nous étions tous sous l'effet de l'adrénaline, entreprenant toutes sortes d'activités : volontariat, recherche de munitions, aide humanitaire, transport de personnes hors de zones

dangereuses. Avec le temps, bien sûr, cette phase a été remplacée par une immersion dans le traumatisme et l'impuissance.

Mais j'entends et je vois dans l'espace public des femmes qui disent: «Nous n'avons pas le droit d'abandonner.» Comme je l'ai dit, les femmes ont commencé à se regrouper localement pour aider. Elles tissent des filets de camouflage, préparent des repas pour les militaires, emballent et expédient l'aide humanitaire. Cela favorise la cohésion, de sorte que les femmes sentent qu'elles ne sont pas seules dans leur chagrin. Il me semble que, même sur le plan psychologique, il y a là un certain soutien auquel nous nous accrochons. Aujourd'hui, le bénévolat n'est plus une activité réservée aux militant-es, mais une activité proche et compréhensible par presque tout le monde. Quant à la participation des femmes dans l'armée, je me souviens immédiatement de notre *Пташка* («oiseau» en ukrainien) d'Azovstal. Cette fille, Katya, qui a défendu Azovstal à Marioupol jusqu'à son dernier jour. Elle chantait des chansons et disait qu'elle se battrait jusqu'au bout. Sa photo et la vidéo de son chant sont devenues virales sur tous les réseaux sociaux. Elle est devenue l'un des symboles de la défense de Marioupol. Aujourd'hui, 35 000 femmes servent dans l'armée ukrainienne, 1 000 d'entre elles sont des commandantes, et deux sont des générales. Il est important que les femmes se soient également intégrées au premier jour de la guerre dans la défense du territoire. Aujourd'hui, on parle davantage de la participation des femmes dans l'armée, et elles deviennent un exemple pour nous tous qui sommes sur le front intérieur.

Concernant les attitudes au sein de l'armée ukrainienne, Hromadske International notait en 2014:

Pour être honnête, il n’y a encore rien à célébrer car les changements sont très lents. À l’état-major général des forces armées ukrainiennes, vous pouvez entendre l’expression « Mon cher », donc l’armée doit être réformée en commençant par là. Beaucoup ne comprennent pas que des changements significatifs n’auront lieu qu’après plus d’une génération.

Ce commentaire semble être confirmé par la célébration par l’armée du 30^e anniversaire de l’indépendance de l’Ukraine, qui a vu des femmes soldates défiler en talons hauts. Le sérieux de la lutte de résistance contre l’invasion russe contribue-t-il à mettre fin à ce genre d’inepties sexistes ?

Le sexisme et l’inégalité sont toujours présents dans l’armée. En 2014, les femmes qui étaient, par exemple, tireuses d’élite ou artilleuses, étaient inscrites dans les registres d’emploi en tant que « responsable des communications » ou quelque chose de similaire, et elles recevaient moins d’argent. En huit ans, la situation a changé, mais globalement les problèmes demeurent. Par exemple, au début de la guerre totale, les femmes ont reçu des gilets pare-balles et des chaussures d’hommes, qui sont souvent trop grands, car il n’y en avait pas de plus petits. Les gilets pare-balles pour femmes sont également très différents, mais il n’y en avait pas. Il en va de même pour les articles d’hygiène : serviettes hygiéniques, shampoings, produits antimoustiques et même épingles à cheveux. Je tiens à mentionner l’initiative bienveillante de Zemliatchky, qui soutient beaucoup les femmes qui servent et font de l’aide humanitaire pour les femmes qui combattent, étant donné leurs besoins particuliers. En ce qui concerne les stéréotypes publics, je voudrais vous faire part d’un cas qui a

impressionné non seulement le mouvement féministe, mais aussi la plupart des personnes qui n'en font pas partie. À la fin du mois de mai (alors que la guerre avait commencé depuis trois mois), un humoriste ukrainien a «plaisanté»: «Pouvez-vous imaginer à quoi ressemblerait un bataillon de femmes? Je ne peux pas. Ce serait un bataillon de troupes de suceuses»... et avec d'autres références aux fellations. C'était un cas flagrant de dévalorisation, de sexisme et de masculinité toxique. Qui plus est, les gens dans le public ont ri, et une chaîne YouTube de stand-up a publié la vidéo (et ne l'a toujours pas supprimée). Cette vidéo a été envoyée à l'une des féministes par une femme qui avait combattu à Debaltsevo en 2015 et avait connu l'enfer sur terre, notamment les corps déchiquetés de ses camarades. On ne peut qu'imaginer ce qu'elle a ressenti en voyant cette vidéo.

De même, un musicien, qui a rejoint les forces militaires de l'Ukraine, a, le 8 mars sur son Instagram, «félicité» les gars qui se cachent de l'armée, en laissant entendre qu'il s'agissait de femmes. Ce ne sont que des exemples de cas récents très médiatisés, mais au niveau national, il existe toujours une perception inégale entre les femmes et les hommes qui se battent. Mais les hommes qui sont dans les forces armées avec des femmes notent leur courage, leur intrépidité et leur bravoure. Diverses initiatives bénévoles réalisent des films et des projets sociaux pour sortir de l'ombre les femmes de l'armée et montrer qu'elles sont à égalité avec les hommes au combat, et les hommes eux-mêmes en témoignent. Je pense que cette guerre va briser beaucoup de stéréotypes. Mais c'est quand même un prix très élevé à payer.

En temps de crise - la défense d'une nation envahie et la guerre civile -, les femmes combattantes apparaissent toujours : par exemple durant la guerre civile espagnole, dans la Grande Guerre patriotique et plus récemment les bataillons de femmes au Rojava, si importants dans la défaite de l'État islamique. Quelles similitudes et différences avec ces expériences vois-tu dans l'engagement des femmes ukrainiennes dans la résistance à l'invasion russe ?

Je pense que l'Ukraine a désormais son propre caractère. C'est très différent du récit soviétique de *War Does Not Have a Woman's Face*² et ce n'est pas comme la résistance des femmes au Rojava, car les femmes kurdes ont dû se battre pour obtenir des droits fondamentaux et une représentation dans la société. En Espagne, pendant la guerre civile, il y avait des conflits constants sur la façon dont les femmes essayaient d'obtenir le droit de se battre en tant qu'égalles dans l'armée républicaine, mais elles étaient constamment rejetées dans des rôles secondaires. Il m'est difficile de dire quoi que ce soit sur la position des femmes dans l'armée aujourd'hui, car il vaut mieux que ce soient les femmes elles-mêmes qui le disent, une fois que le temps de la guerre sera passé. D'après ce que nous pouvons voir, leur position dans l'armée est étonnamment bonne, mais entourée de nombreux préjugés (comme je l'ai décrit ci-dessus). Le principal problème est que l'armée est prévue principalement pour la participation des hommes. Les hommes et les femmes résistent en commun, pour les droits de tous les peuples.

2. Svetlana Alexievitch, *La guerre n'a pas un visage de femme*, Paris, J'ai Lu, 2005.

Mais il faut comprendre que le rôle des femmes y est très important, car leur position serait bien pire si la Russie prenait le pouvoir. Car le pouvoir de l'agresseur est très conservateur et refuse catégoriquement les droits des femmes.

Nous avons lu qu'il existe en Ukraine une forte tradition féministe - si ce n'est sous ce nom - de femmes autosuffisantes résistant aux attitudes et normes patriarcales. Quelle vérité y a-t-il dans cette vision ? Comment se manifeste-t-elle dans la mobilisation actuelle des femmes contre l'invasion russe ?

En Ukraine, le féminisme est désormais un mouvement de base, dirigé par des militantes. Si vous demandez à une femme moyenne de la périphérie ce que sont les féministes, elle vous répondra quelque chose du genre : «Ce sont des jeunes filles folles qui n'ont pas de vie personnelle, alors elles se teignent les cheveux en couleurs vives et détestent les hommes.» Par exemple, mon ami me dit toujours que les féministes ne peuvent être que des jeunes filles qui n'ont pas d'enfants et qui veulent juste trouver une communauté ou un endroit où traîner. Évidemment, il y a énormément de femmes avec des enfants dans le mouvement féministe, mais cette attitude persiste. Je pense que cette faible popularité du féminisme est due aux conditions économiques et sociales : les femmes doivent travailler, s'occuper des enfants, subvenir à leurs besoins d'une manière ou d'une autre, et être une femme au foyer (le stéréotype selon lequel une femme est la gardienne du foyer ne disparaît pas). Dans la course constante à la survie, il faut avoir le temps et l'énergie de faire partie d'un mouvement, d'une organisation ou d'une communauté. On dit en

effet des femmes ukrainiennes (et elles le disent d'elles-mêmes) qu'elles sont très fortes, capables de prendre beaucoup de choses en main, de travailler dur et de gravir des sommets.

Mais, comme je l'ai déjà dit, elles considèrent très souvent cela comme normal.

Au milieu de tous ces événements et avec ce bénévolat, le travail des organisations féministes avec les femmes a augmenté de façon spectaculaire. Il est également important qu'en plus des organisations féministes, il y ait des organisations dans lesquelles les femmes jouent un rôle de premier plan, et qui se battent essentiellement pour les droits des femmes dans certains aspects (comme les droits du travail) - je veux mentionner le syndicat des infirmières Sois comme Nina. Je pense que cela nous aide à instaurer la confiance et à montrer que le féminisme consiste à lutter pour nos droits et notre autodétermination.

La composante la plus forte du mouvement antiguerre russe est Résistance féministe antiguerre, dont la chaîne Telegram diffuse des rapports réguliers sur ce qui se passe en Ukraine, notamment des correspondances de femmes vivant dans les zones occupées par les forces russes. Comment le mouvement ukrainien envisage-t-il de collaborer avec ses consœurs russes ?

Je suis les activités de ce mouvement et je considère ces filles comme les seuls éléments de gauche en Russie. Alors que les militantes de gauche autrefois populaires se séparent ou continuent à raconter de vieux récits sur l'URSS et les «peuples frères» et à tourner des vidéos sur YouTube, ces filles s'engagent dans des activités et des journaux clandestins, distribuent des tracts, rédigent des



documents critiques. Je pense que c'est un point important dans une société russe totalement fragmentée, où c'est chacun pour soi. De nombreuses femmes membres de la Résistance antiguerre féministe ont signé le manifeste des féministes ukrainiennes que j'ai rédigé avec mes camarades. Je ne peux faire aucune prédiction quant à une interaction future. Il est important de comprendre que les initiatives féministes ukrainiennes traversent également des moments difficiles. À la lumière des événements militaires, de nombreuses personnes ne veulent même pas entendre parler d'une quelconque coopération avec quoi que ce soit de russe. Et ici, tout dépendra de l'évolution de la situation.

Quelles sont les questions les plus importantes que les féministes du reste du monde doivent comprendre à propos de la lutte de leurs sœurs contre l'invasion russe en Ukraine ?

Nous avons vu de nombreuses déclarations pacifistes de féministes occidentales, y compris leurs manifestes. Face à la guerre et à la mort quotidienne des femmes et de nos enfants, nous sommes critiques vis-à-vis de cette position. Dans ce contexte, je fais partie d'un groupe de travail de féministes ukrainiennes qui ont rédigé le Manifeste féministe ukrainien. Nous appelons à soutenir les femmes ukrainiennes³, y compris notre droit à la résistance armée. Cette guerre nous montre que le féminisme est un mouvement qui doit répondre à des situations changeantes, être flexible et développer des principes en fonction de nouvelles conditions. Ce que je veux dire ici, c'est que succomber au raisonnement et à la pensée géopolitiques et se retirer du conflit en condamnant toutes

3. «Le droit de résister: manifeste féministe», *Mediapart*, 7 juillet 2022.

les parties n'est pas une position viable. Nous devons clairement distinguer le violeur de la victime et aider la victime à affirmer son droit d'exister et d'être un sujet.

Y a-t-il autre chose que vous souhaitez ajouter ?

Notre objectif principal est maintenant de gagner cette guerre. Nous comprenons qu'elle peut être longue, et que ce ne sera pas un processus rapide, mais nous gardons espoir. Ce qui est essentiel pour la victoire, c'est de ne pas laisser la guerre et tous les terribles événements en Ukraine disparaître de l'agenda du monde. Si tout le monde s'y habitue, il sera plus difficile pour nous de survivre et le problème ne sera pas seulement le nôtre - il y a un risque pour le monde entier aussi. Je vous demande de soutenir l'une des plus grandes campagnes du Mouvement social pour l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine. C'est un lourd fardeau pour l'économie ukrainienne, qui a été créé par des années de domination oligarchique. Nous avons créé un site web où nous avons rassemblé des arguments, une pétition et des documents de soutien venus du monde entier. C'est important pour les femmes aussi, car c'est nous qui allons reconstruire l'Ukraine. Je tiens à dire que les femmes font déjà beaucoup pour que l'Ukraine se redresse. Et nous, en tant qu'organisation de gauche, nous nous battons pour nos droits sociaux et ceux du travail, que le gouvernement tente de réduire à divers degrés. C'est important pour que la reconstruction de l'Ukraine après la guerre soit possible et fondée sur les principes de non-discrimination.



DÉCLARATION DE CONSTITUTION

SOTSIALNYI RUKH¹

Nous vivons l'une des périodes les plus dramatiques de l'histoire de l'Ukraine. Malheureusement, les problèmes qui ont poussé les habitants de notre pays à manifester massivement au cours des années d'indépendance - la pauvreté, les inégalités flagrantes, l'injustice sociale, la privation des droits, la violence policière et le mépris de la personnalité et de la dignité humaines - n'ont pas été surmontés. Les habitants des différentes régions du pays ont démontré qu'ils étaient capables de s'organiser dans les rues et sur les places, mais ils n'ont pas réussi à prendre en main leur propre destin, le laissant à la merci de politiciens corrompus qui sont aux ordres de groupes financiers et industriels. Les visages au pouvoir ont changé, mais le système du capitalisme oligarchique reste fondamentalement inchangé.

Nous sommes convaincus que les problèmes socio-économiques qui continuent de tuer la société ukrainienne aujourd'hui reposent sur l'élimination des travailleurs de tous les leviers du pouvoir économique et politique à la suite de «réformes de marché» antisociales. La privation du droit à un travail sûr et à des salaires décents, à des soins de santé et à une éducation de qualité, à la protection contre l'arbitraire de l'État et des employeurs

1. Approuvée lors de l'Assemblée constitutive du 13 juin 2015.

sont autant de maillons d'une chaîne visant à renforcer la grande bourgeoisie.

Au fil des années, la classe dirigeante a détruit la solidarité et l'assistance mutuelle, dressant les différents groupes de travailleurs et les régions de notre pays les uns contre les autres sur la base de la langue, de la nationalité, de la religion et de l'identité culturelle. Certains de ces travailleurs spoliés, désunis et humiliés deviennent des proies faciles pour les organisations et les idées d'extrême droite, anti-ukrainiennes et xénophobes. En pointant du doigt des responsables imaginaires des maux de la nation, ces forces dissimulent la véritable menace qui pèse sur la société : l'omnipotence du grand capital oligarchique. En raison des politiques irresponsables et aventureuses des capitalistes nationaux et des impérialistes étrangers, de nombreux Ukrainiens ont dû faire l'expérience directe des horreurs de la guerre.

L'Ukraine, en tant qu'entité socioculturelle, politique et administrative, singulière et entière, ne peut être préservée qu'en mettant en œuvre une orientation socialiste du développement de la société - une transition vers un système économique rationnel qui met l'économie, la science et la technologie au service de la grande majorité de la société ; qui fait de chaque personne un sujet politique à part entière ; qui libère la personne humaine des chaînes de l'exploitation, de l'ignorance et de la pauvreté. Telle est la conclusion générale de tous les activistes sociaux et des organisations et mouvements de gauche qui ont soutenu l'idée de créer une nouvelle entité politique, bien que beaucoup d'entre nous aient leurs propres opinions sur ce qui constitue le socialisme.

En même temps, pour nous tous, le socialisme n'est pas le passé, mais l'avenir. Il ne s'agit pas de nostalgie ou d'un « retour à l'URSS »,

mais d'un mouvement vers l'avant. Le mouvement de gauche doit se débarrasser du lourd héritage du stalinisme. Les échecs des expériences « socialistes » du 20^e siècle, causés par leur dégénérescence bureaucratique et autoritaire, ont clairement montré que le véritable socialisme est inséparable de la liberté et de la démocratie. Le socialisme démocratique du 21^e siècle doit s'incarner dans une société autogérée par les travailleurs, dans laquelle les valeurs les plus élevées sont la dignité humaine, l'initiative créatrice et le développement de chaque individu.

Les besoins de ce libre développement humain nécessitent l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la protection sociale et aux acquis de la culture et de la science. L'enseignement secondaire général gratuit et les soins de santé ont été de grandes réalisations de la classe ouvrière au 20^e siècle, mais leur existence même est menacée par le capitalisme néolibéral, qui tente de les transférer au « marché » et de les rendre accessibles uniquement à une étroite couche de riches. Cependant, il ne suffit pas de défendre ou de restaurer les acquis sociaux perdus par les travailleurs ; il est impossible d'avancer sur la voie du socialisme sans les développer davantage – par la maîtrise par le peuple de la démocratie directe dans la gestion de la propriété, des unités territoriales et de l'État.

Le système actuel de relations sociales, économiques et politiques est un obstacle à la transformation sociale. L'éliminer est notre tâche commune. Il faut comprendre que le retrait du pouvoir de l'élite dirigeante (la classe de la grande bourgeoisie oligarchique et des groupes administratifs de l'État liés avec les entreprises et les criminels) ne peut être obtenu par un simple

processus électoral. La notion de « pouvoir » est inextricablement liée aux relations de propriété, qui doivent être modifiées en premier lieu.

Une telle transformation révolutionnaire de la société ne peut être réalisée que par la lutte des travailleurs pour leurs intérêts de classe. Elle peut prendre diverses formes organisationnelles, telles que les syndicats, les mouvements sociaux ou la lutte pour l'hégémonie intellectuelle et culturelle des idées progressistes. Le développement d'activités qui lui sont liées est un besoin urgent pour la gauche ukrainienne. Mais il y a également un besoin croissant d'une nouvelle entité politique qui unira les activistes sociaux, les organisations et les mouvements de gauche dans la lutte principale pour une alternative socialiste au développement social.

Il s'agit d'une organisation politique de gauche élargie, dotée d'une démocratie interne efficace, absolument transparente en termes d'organisation, de finances et d'administration, et dont la politique est entièrement déterminée par les militants du parti.

Les défis et les tendances inquiétantes auxquels notre pays est confronté concernent également la civilisation humaine dans son ensemble. Après tout, l'Ukraine est l'un des pays situés à la périphérie et à la semi-périphérie du système capitaliste mondial, où les « charmes » du capitalisme, tels que les crises économiques et environnementales, les guerres, le chômage et l'obscurantisme conservateur, sont particulièrement prononcés. On peut affirmer que le système capitaliste, basé sur la propriété privée des moyens de production et le travail salarié, est devenu un obstacle au développement progressiste de l'humanité. L'exploitation des travailleurs est à la base de la richesse de la classe capitaliste et de la pauvreté des classes laborieuses à l'échelle mondiale. La



persistance de ce système menace l'humanité. C'est pourquoi notre objectif stratégique est de vaincre le capitalisme et de parvenir à une société communiste libre et égalitaire, c'est-à-dire sans classe et sans État, dans laquelle toutes les formes d'oppression et d'exclusion sont éliminées et où la liberté et la solidarité remplacent la hiérarchie et la concurrence.

UNE VRAIE DÉMOCRATIE

Ceux qui créent des richesses doivent fixer des règles !

Le système actuel n'est qu'une démocratie illusoire : les citoyens ordinaires, qui doivent se contenter de voter tous les deux ou trois ans pour les représentants de certains groupes financiers et industriels, sont effectivement exclus de toute influence sur la prise de décision et même du contrôle des «représentants du peuple». Nous défendons la vraie démocratie, c'est-à-dire l'implication maximale des travailleurs dans la vie politique et la gestion des affaires publiques.

L'objectif final n'est pas de réformer, mais de remplacer le système représentatif par une démocratie directe et participative dans laquelle les pouvoirs sont transférés aux collectifs de travail et aux communautés territoriales. Une telle démocratie, fondée sur des conseils autonomes formés sur une base territoriale et productive, impliquera également la formation d'organes élus selon deux principes : une partie d'entre eux est élue dans les districts territoriaux du lieu de résidence, et l'autre représente les collectifs de travail des entreprises, des institutions et des organisations. Au lieu des députés, il devrait y avoir des délégués qui peuvent être révoqués et qui serviront sur une base volontaire (tout en conservant leur salaire sur leur lieu de travail principal).

- Une réelle possibilité de participer à la prise de décision pour tous les citoyens, indépendamment de leur statut de propriété, de leur sexe, de leur nationalité, de leur race ou de leur religion.
- Lustration sociale: élimination de la grande bourgeoisie du pouvoir en privant les millionnaires de leurs droits politiques; les biens des hommes d'affaires députés devraient être transférés à l'État sous le contrôle de collectifs de travailleurs.
- L'abaissement du seuil pour avoir des élus au Parlement à 1 %.
- République parlementaire: suppression de la fonction de président (les fonctions formelles du chef de l'État sont transférées au président du Parlement).
- Le financement des partis par des fonds publics qui ne doivent pas être utilisés à mauvais escient (soutien transparent de l'État, dons des syndicats et des ONG, cotisations des membres, interdiction des contributions des entreprises et des fonds privés).
- La présentation de projets de loi par les syndicats, les conseils régionaux et à l'initiative des citoyens.
- Une procédure réaliste de révocation des députés en cas de violation des promesses électorales, des dispositions de leur programme ou des intérêts de leurs électeurs.
- L'autonomisation maximale des régions et des communautés locales sous la condition préalable de la désoligarchisation.
- Élargir les possibilités d'expression de la volonté des citoyens par le biais de référendums et de mécanismes de démocratie électronique; adopter une législation sur les référendums locaux qui permettrait de révoquer les directeurs des services publics, les fonctionnaires, les officiers de police, les procureurs et les juges; et arrêter les projets de construction et les projets dangereux pour l'environnement.



- Budgets participatifs : élaboration de budgets locaux avec la participation de représentants des communautés ; 10 % des dépenses du budget local peuvent être décidés par le biais d'un vote en ligne (« fonds budgétaire public »).
- Le droit des conseils publics de bloquer les appels d'offres douteux et la nomination de responsables.
- Étendre les garanties des libertés civiles et réduire l'appareil répressif.
- Une véritable réforme du système judiciaire et du ministère de l'intérieur ; l'élection des juges, des procureurs, des officiers de police de district et des responsables du ministère de l'intérieur, soumise à des exigences publiques et professionnelles strictes ; et le contrôle des agences chargées de l'application de la loi par les communautés locales.
- Un contrôle parlementaire et public strict des agences de sécurité de l'État et du ministère de l'intérieur ; des sanctions contre l'arbitraire de la police et les jugements injustes.
- La dissolution des unités spéciales du ministère de l'intérieur.
- Mettre fin aux tentatives de restriction de la liberté de réunion pacifique garantie par la Constitution.
- Prévention de la censure dans les médias et sur Internet : poursuites pénales en cas de censure ou d'ingérence dans le travail des médias par des fonctionnaires, des organisations et des personnalités politiques.
- La liberté d'expression et d'information doit être réelle et non nominale ; le contrôle des médias doit être exercé par les journalistes eux-mêmes et non par les propriétaires.

TRAVAIL DÉCENT ET DROITS DU TRAVAIL

Le travail doit enrichir les travailleurs, pas les capitalistes !

Notre tâche consiste à assurer une protection fiable des personnes sur le lieu de travail, à garantir le contrôle des travailleurs sur les propriétaires d'entreprises et à créer les conditions du plein-emploi. Le bien-être des travailleurs, et non le « climat de l'investissement », est la priorité absolue de notre politique. Ce sont les travailleurs, et non les capitalistes, qui doivent déterminer le niveau de rémunération. Ce n'est pas l'administration, mais le collectif des salariés qui doit déterminer leur mode de travail ! Seul un propriétaire collectif - tous les salariés d'une entreprise ou d'une institution - peut être un propriétaire efficace.

- L'introduction d'une semaine de travail de 30 heures sans réduction des salaires.
- Fixer le salaire minimum à au moins deux tiers du salaire moyen.
- Indexation des salaires (ainsi que des bourses scolaires et des pensions) en fonction de l'inflation ; responsabilité pénale en cas de non-indexation des salaires dans les entreprises de toutes formes de propriété afin d'augmenter automatiquement les salaires en cas de dépréciation de la monnaie nationale.
- Des moyens d'autodéfense simplifiés pour les employés, y compris le droit de refuser de travailler en cas de relations de travail non déclarées ou de non-paiement des salaires.
- La sécurisation de l'emploi par l'extension des pouvoirs de l'inspection du travail et des syndicats ; l'octroi aux syndicats de pouvoirs d'inspection du travail, y compris le pouvoir d'imposer des amendes en cas de non-respect des conditions de travail ; et la création de tribunaux du travail.

- Protéger le précaire : réglementer les formes atypiques d'emploi (des stages gratuits à l'externalisation) dans l'intérêt des employés;
- Établir une liste exhaustive des professions dans lesquelles les périodes d'essai sont appropriées et autorisées.
- Élargissement du droit de grève : grève sur décision du comité syndical; levée des restrictions sur les grèves politiques et les grèves des travailleurs des transports.
- Lutte contre le travail au noir : élargissement des pouvoirs de l'inspection du travail et des syndicats, octroi du droit de grève aux syndicats jusqu'à ce que les relations de travail soient correctement formalisées.
- Libérer les employés ayant des arriérés de salaire de toute obligation financière (prêts, loyers, etc.).
- Le développement de syndicats indépendants qui ne sont pas contrôlés par les entreprises, l'administration et les autorités.
- Interdire aux employeurs et aux cadres supérieurs d'être membres des mêmes syndicats que les employés.
- Représentation de tous les syndicats dans les organes de direction des entreprises, avec le droit de bloquer les licenciements et de fixer les salaires des cadres supérieurs.

UNE ÉCONOMIE DÉMOCRATIQUE AU LIEU D'UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Les banques et les usines aux travailleurs !

Le droit à la propriété privée d'une minorité ne peut l'emporter sur le droit à la vie de millions de personnes. Aujourd'hui, nous devons rendre le butin des capitalistes à l'État et à la propriété publique et surmonter l'oligarchisation afin d'éradiquer l'injustice sociale flagrante et de sauver le pays. Notre objectif est d'éliminer le capitalisme en tant que système fondé sur l'inégalité des classes

et le gaspillage irrationnel des ressources. Seule une économie socialiste sous le contrôle des travailleurs peut mettre en œuvre des projets sociaux et économiques à grande échelle qui profiteront à la société à long terme. La production ne visera pas le profit, mais la satisfaction maximale des besoins humains. Les critères de son efficacité seront l'utilisation écologique des ressources et la réduction de la journée de travail, qui libérera du temps pour le développement personnel.

- Socialisation des entreprises des industries de base (mines, métallurgie, chimie, pétrole et gaz...), du sous-sol et des infrastructures (transport, énergie, etc.), ainsi que des biens des propriétaires socialement irresponsables. Au moins 50 % + 1 des sièges dans les organes de direction des entreprises doivent être occupés par leurs employés.
- La nationalisation des banques et la prévention de la fraude dans le secteur financier.
- Examiner les résultats de la privatisation des entreprises qui ont été vendues à bas prix à des propriétaires privés - les grandes entreprises devraient restituer le butin.
- La restitution (y compris par la confiscation d'actifs) des fonds transférés illégalement à l'étranger par les oligarques et les fonctionnaires de tous les gouvernements précédents.
- La réindustrialisation du pays ; la préservation des anciens emplois et la création de nouveaux emplois dans l'industrie et les secteurs connexes de haute technologie.
- Attirer et développer les technologies de la nouvelle révolution industrielle.
- Lancer des projets d'infrastructure à grande échelle et des industries de haute technologie sur des fonds budgétaires.

- Propriété publique de la terre et de son sous-sol; utilisation rationnelle et productive de la terre pour éviter l'appauvrissement des sols ou les latifundia.
- Contrôle du travail : création de commissions de contrôle du travail dans les entreprises. Approbation par ces commissions de toutes les opérations commerciales d'importance stratégique.
- La planification stratégique du développement social.
- Une économie planifiée démocratique, dans laquelle l'utilisation des technologies modernes permet de se débarrasser de la bureaucratie et de parvenir à un véritable contrôle de la base sur les processus de production et de distribution, au lieu des «lois de la jungle» d'un marché non réglementé. Garantir des prix durables pour les biens essentiels (médicaments, denrées alimentaires, etc.) grâce à la planification.
- Un plan d'investissement de l'État pour résoudre les problèmes du chômage et des entreprises non rentables; l'implication des chômeurs dans la création de nouvelles entreprises;
- Une taxe spéciale Tobin sur les transactions financières internationales des sociétés.

ÉQUITÉ FISCALE – BUDGET ÉQUILIBRÉ

Les impôts sont un remède contre la cupidité!

Le système fiscal actuel favorise les grandes entreprises, qui continuent d'exploiter le pays par des sorties incontrôlées de fonds des entreprises ukrainiennes vers des zones *offshore*, par l'évasion fiscale grâce à des avantages fiscaux injustes, par le détournement de fonds budgétaires ou par divers systèmes de corruption impliquant des dirigeants d'entreprises publiques et privées.

Le système fiscal devrait être simplifié afin d'augmenter l'imposition des capitalistes et des propriétaires de revenus non salariaux. Un barème d'imposition progressif, l'élimination des mécanismes d'évasion fiscale et une taxe de luxe devraient garantir un développement social et économique décent et contribuer à réduire les inégalités sociales dans la société. Si elles semblent injustes pour les hommes d'affaires, ceux-ci ont tout à fait le droit de transférer leurs biens à l'État.

- Dénonciation des transactions *offshore*; toutes les entités qui font des affaires en Ukraine sont obligées de payer des impôts dans notre pays.
- La confiscation des biens des hommes d'affaires pour fraude fiscale, y compris la saisie des biens des sociétés *offshore*.
- Alimenter le budget avec des taxes élevées sur le grand capital.
- Imposition progressive des revenus; Taux d'imposition maximal pour les personnes physiques de 100 % (sur la totalité de la part des revenus mensuels dépassant 250 salaires minimums et qui revient à l'État).
- Redevances foncières différenciées: les petites entreprises paient des taux minimaux, tandis que les grandes entreprises paient des taux maximaux.
- L'introduction de taxes sur les propriétés commerciales par les autorités locales.
- Réduction de l'impôt pour les citoyens à faible revenu (jusqu'à deux salaires minimums).
- Des incitations fiscales pour l'introduction de technologies qui réduisent la pollution de l'environnement et l'utilisation d'un travail manuel monotone.

GARANTIES SOCIALES

La richesse la plus précieuse est la santé, la sécurité et la connaissance !

L'État doit assurer la protection sociale et un niveau de vie décent à la population. Les ressources publiques doivent être affectées à l'éducation, aux soins de santé, aux transports, au logement et aux services publics. L'accès à ces biens de base est un indicateur du bien-être de la société et une garantie de l'égalité des chances. Ces domaines ne peuvent être une source d'enrichissement et ne peuvent être privatisés.

- Éducation et soins de santé gratuits.
- Annulation de toutes les restrictions liées à l'enregistrement du lieu de résidence - services dans les établissements médicaux choisis par le citoyen, octroi du droit de vote aux élections locales à tous ceux qui résident sur un territoire donné au cours de l'année.
- Une interdiction des augmentations tarifaires jusqu'à ce que les documents comptables des entreprises fournissant les services concernés soient rendus publics.
- Réduire le coût de ces services grâce à des subventions publiques;
- Conversion du parc de logements inhabités en «logements sociaux»: tous les logements devraient être loués à des prix abordables; programmes de construction de logements pour les pauvres; prêts sans intérêt de l'État pour le logement.
- L'annulation de tous les types de taux d'intérêt «flottants» sur les prêts.
- Fournir aux employés des jardins d'enfants aux frais des employeurs.
- Réforme des pensions dans l'intérêt des travailleurs: retraite à 55 ans pour les femmes et 58 ans pour les hommes; pension minimale au niveau du salaire moyen.

- Rétablir les transports publics dans toutes les villes du pays; des transports publics abordables (idéalement gratuits) et respectueux de l'environnement. S'inspirer de l'expérience des villes étrangères (dont Tallinn) qui offrent la gratuité à leurs habitants.

SOINS DE SANTÉ

La santé de chacun est la valeur la plus élevée

Selon nous, les soins de santé ne sont pas un «service» commercial, mais un droit inaliénable des personnes. La Constitution ukrainienne (article 49) déclare que chaque citoyen a droit à des soins médicaux gratuits dans les établissements de santé publics, dont le réseau existant ne peut être réduit.

Mais parler des effets néfastes du capitalisme ne sont pas des généralités. Aujourd'hui, l'Ukraine se classe parmi les derniers pays d'Europe en termes d'espérance de vie. La majorité de la population n'a plus accès à des soins de santé de qualité et, sous couvert de réforme médicale, l'élite dirigeante tente de commercialiser complètement la médecine, ce qui revient à en supprimer l'accès pour la plupart des travailleurs. La guerre dans l'est de l'Ukraine a fait des milliers de blessés et de mutilés, ce qui souligne encore davantage la nécessité pour le système médical de remplir efficacement ses fonctions.

- Le libre accès à l'ensemble des services médicaux, y compris les prothèses, pour tous les résidents de l'Ukraine, indépendamment de leurs revenus, de leur statut social, de leur citoyenneté et de leur lieu de résidence.
- Empêcher la fermeture des institutions médicales; arrêter la «réforme médicale», qui implique la liquidation des hôpitaux et la commercialisation de l'ensemble des services médicaux pour la population.

- Financement des soins de santé à hauteur d'au moins 10 % du PIB. Augmenter la rémunération des travailleurs de la santé.
- La production de médicaments sur une base planifiée en fonction du nombre de patients plutôt que de la demande du marché; par la loi et la mise en œuvre d'un contrôle de l'État sur le rapport entre le coût des médicaments et la capacité de paiement de la population, ainsi que sur la circulation et la qualité des médicaments.
- Amélioration du système de contrôle médical et sanitaire sur les lieux de travail; et un ensemble supplémentaire de services médicaux et préventifs pour les employés dont les conditions de travail sont nocives et dangereuses.
- Des conditions décentes au travail pour les personnes handicapées, dans les transports et sur leur lieu de résidence; assurer leur libre accès au logement, au lieu de travail et aux équipements publics, ainsi que leur circulation dans les rues et les transports publics.
- Augmentation des subventions pour la mise en œuvre de programmes ciblés de lutte contre la tuberculose, le VIH/SIDA et le cancer, visant à traiter les patients et à prévenir les épidémies au sein de la population.
- La relance du système des centres de loisirs, des écoles et sections sportives et des installations sportives publiques.

ÉDUCATION, SCIENCE ET CULTURE

Pour une éducation abordable et de qualité!

Selon l'indice de développement humain des Nations unies, l'Ukraine est passée de l'une des meilleures performances de l'Europe de l'Est à la pire au cours des vingt dernières années. Cependant, même ce chiffre semble surévalué, car il est basé, en partie, sur des évaluations formelles du niveau d'éducation de la

population et ne tient pas compte de la baisse spectaculaire de la qualité de l'éducation en Ukraine au cours des dernières décennies. L'augmentation des coûts et les restrictions d'accès à l'éducation renforcent la ségrégation des classes, tandis que la subordination du secteur de l'éducation aux caprices du marché et des bureaucrates accentue sa dégradation et sa privatisation.

Au contraire, nous considérons l'éducation comme un élément central pour former non pas des «rouages» du système, mais des personnes libres, dotées d'un esprit critique et développées intellectuellement et culturellement. Le système éducatif devrait être fondé sur des valeurs humanistes, assurer le développement global de l'individu, préparer les citoyens à participer à la prise de décisions socialement importantes et leur donner accès aux meilleures réalisations de la science et de la culture mondiales. Par conséquent, l'éducation ne peut pas être un jouet entre les mains des capitalistes qui essaient de l'utiliser pour former des spécialistes étroitement ciblés afin de répondre à la demande immédiate de main-d'œuvre. La priorité de la stratégie de l'État devrait être immédiatement modifiée pour passer de la commercialisation de l'éducation à sa subvention budgétaire prioritaire en tant que bien public important.

- La gratuité totale de l'enseignement secondaire et supérieur.
- Augmenter le nombre d'écoles et augmenter le ratio enseignants/étudiants. Donner la priorité au développement d'institutions éducatives pour les enfants socialement vulnérables (orphelins, semi-orphelins et enfants issus de familles à faibles revenus).
- Garantir des bourses d'un montant au moins égal au minimum vital pour les étudiants.
- Fournir du matériel pédagogique gratuit à tous les étudiants.

- Augmentation radicale des salaires des enseignants et des chercheurs; rétablissement du prestige des spécialités pédagogiques, scientifiques et éducatives.
- L'accès à l'apprentissage à distance pour tous, avec un accès en ligne parallèle de tous les matériels de formation;
- Soutenir les initiatives éducatives auto-organisées en mettant à disposition les ressources excédentaires inutilisées des institutions publiques (espace de réunion gratuit, hébergement de sites web) et en créant des centres sociaux spécialisés.
- Participation des syndicats et organisations indépendantes d'étudiants et d'enseignants à la gestion des universités et à l'élaboration des programmes d'études.
- Extraterritorialité des universités: interdiction pour les forces de l'ordre de pénétrer sur le territoire des universités et des campus sans autorisation spéciale du gouvernement étudiant.
- Refus des diktats bureaucratiques ou idéologiques de l'État, des entreprises ou de l'Église dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture; séparation réelle de l'Église et de l'État et leur non-ingérence mutuelle dans les affaires de l'autre.
- un financement budgétaire adéquat pour les théâtres, les musées, les bibliothèques, les organisations scientifiques et éducatives, avec leur autonomie créative et scientifique.
- Un soutien actif aux programmes artistiques, littéraires et culturels, y compris des subventions de l'État aux auteurs/traducteurs de livres pour développer l'édition de masse, ce qui rendra les livres ukrainiens de haute qualité et abordables.
- Le financement de la science fondamentale et appliquée du pays comme garantie de la préservation du potentiel de développement innovant du pays.

- Augmenter les dépenses publiques consacrées à la science à un niveau qui ne soit pas inférieur à 2,5 % du PIB.
- Des programmes nationaux de promotion de la science et de publication d'ouvrages scientifiques. Les réalisations de la science et de la technologie doivent être accessibles à l'ensemble de la société.
- Développer la coopération internationale entre les institutions scientifiques et les spécialistes ukrainiens.
- Priorité aux secteurs de l'économie à forte intensité de connaissances ; développement du programme spatial ukrainien sur la base de la préservation et de l'augmentation du potentiel existant dans le cadre d'une coopération mutuellement bénéfique avec les agences spatiales étrangères.

ENVIRONNEMENT / ÉNERGIE

L'attitude irresponsable à l'égard de la nature est un crime contre l'avenir!

L'un des principaux reproches que nous adressons au capitalisme est son attitude de consommateur de marchandises à l'égard de l'environnement et son désir de maximiser les profits à tout prix, même si cela menace tous les êtres vivants. Nous pensons que les hommes peuvent et doivent vivre en harmonie avec la nature. Notre objectif ultime est de créer une économie écosocialiste - un modèle de développement des forces productives qui combine la satisfaction des besoins humains avec le respect de l'environnement et la préservation de la diversité biologique des organismes vivants.

- Réduire la dépendance énergétique de l'Ukraine à l'égard des hydrocarbures fossiles par le développement et la mise en œuvre de sources d'énergie alternatives, notamment l'énergie solaire et éolienne.

- Un programme d'installation de panneaux solaires pour les personnes à faibles revenus vivant dans des immeubles de faible hauteur, aux frais de l'État.
- L'arrêt de la conversion des centrales thermiques au charbon et le refus d'utiliser du charbon contenant du soufre dans les centrales thermiques déjà «modernisées».
- Modernisation des centrales nucléaires, en tenant compte des leçons de la catastrophe de Tchernobyl; Participation de l'Ukraine au programme international de développement de l'énergie thermonucléaire, qui est fondamentalement plus sûre et plus efficace que l'énergie nucléaire.
- Stimuler la mise en place d'une isolation thermique plus efficace et l'introduction de technologies de chauffage plus efficaces, en particulier les pompes à chaleur, qui peuvent fournir beaucoup plus de chaleur dans une pièce qu'elles ne consomment d'énergie.
- Mettre en place un programme national efficace de tri, de recyclage et d'élimination des déchets.
- Rétablir le programme public de surveillance des sols fertiles, stimuler la production d'engrais et de machines agricoles et introduire une responsabilité pénale pour les violations malveillantes de la rotation des cultures et de la fertilisation des sols.
- Conversion à terme des transports publics en véhicules électriques. Taxation plus élevée des propriétaires de voitures d'une cylindrée supérieure à 2 litres. L'extension des zones piétonnes.
- Développement du cyclisme: construction de pistes cyclables et services de location de vélos.
- Préserver les espaces verts, sociaux et culturels dans les villes contre le développement prédateur dans l'intérêt du capital privé ;
- Un suivi séparé par l'État des informations sur les spécificités environnementales de l'ensemble de la chaîne de production de chaque

unité de biens, qui attribuera des indices environnementaux appropriés aux biens, que le fabricant sera tenu d'indiquer sur l'emballage.

- Prévention de la pollution de l'air et de l'eau, en particulier des sources d'approvisionnement en eau potable.
- Protection et restauration des forêts, et limitation de l'exploitation du sous-sol.
- Augmenter la superficie des territoires désignés comme réserves naturelles (réserves naturelles, sanctuaires, parcs naturels) à 12 % de la superficie du pays.
- Introduction d'une législation nationale et internationale visant à préserver les espèces rares et le traitement éthique des animaux.

VAINCRE LA DISCRIMINATION ET L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

«Le statut social des femmes est une mesure du progrès social».

L'égalité déclarée des sexes ne signifie pas une égalité réelle. Dans notre société, les femmes continuent de recevoir des salaires inférieurs et d'occuper des positions inférieures à celles des hommes, et sont contraintes d'effectuer des travaux domestiques non rémunérés pour subvenir aux besoins de leurs enfants et de leurs maris. La morale patriarcale et conservatrice qui diminue l'importance des femmes dans la société est constamment reproduite et soutenue par les structures capitalistes. Seul le dépassement du capitalisme et du patriarcat permettra d'éliminer les causes de la discrimination fondée sur le sexe et de toutes les autres formes de discrimination.

- Égalité de fait des femmes et des hommes en matière de rémunération. Afin de réduire l'attrait de l'embauche d'hommes plutôt que

de femmes, imposer une taxe spéciale aux entrepreneurs masculins, dont l'argent peut être utilisé pour le développement d'institutions d'éducation préscolaire. Responsabilité pénale en cas de non-respect des exigences de la législation sur l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes ;

- Garantir la sécurité de l'emploi aux employés qui prennent un congé parental ou de maternité. Renforcer la possibilité de maintenir les compétences et les liens avec l'institution où travaille la personne en congé parental (par exemple, en travaillant quelques heures par semaine à un moment qui lui convient). Ce temps de travail devrait être rémunéré en plus du congé payé.
- Développement de l'éducation préscolaire gratuite. Augmentation du nombre de places dans les jardins d'enfants, augmentation des salaires des employés de ces institutions.
- Le soutien aux quotas de femmes pour leur représentation dans les organes élus.
- Créer des conditions socio-économiques pour la maternité et la paternité qui ne réduisent pas la qualité de vie.
- Participation conjointe des parents à l'éducation de l'enfant: la deuxième année de congé parental est accordée au père, et non à la mère de l'enfant.
- Combattre la violence domestique comme un problème public plutôt que privé: créer un système de centres de crise et de refuges pour les victimes de la violence domestique et prévenir ces crimes.
- L'élimination définitive du sexisme, du racisme, de la xénophobie, de l'homophobie, de la transphobie et de toutes les autres formes de discrimination générées par la société de classe et patriarcale.

L'INFORMATION ET LA CONNAISSANCE POUR TOUS

L'information n'est pas une marchandise !

L'accès de tous à l'information sur l'ensemble des affaires publiques est la garantie d'un contrôle fiable des décisions gouvernementales. Les informations sur le capital doivent être ouvertes, tandis que les données sur les citoyens doivent être protégées.

Le libre accès et la libre diffusion de l'information étant la clé du progrès, le système actuel de droits d'auteur et de droits voisins devrait être révisé pour garantir le droit à l'échange libre et non commercial d'informations sur tout support, et pour veiller à ce que les auteurs eux-mêmes, et non les sociétés intermédiaires, soient récompensés financièrement pour leurs produits culturels.

- Comptabilité ouverte : publication quotidienne en ligne des données sur les revenus et les dépenses du gouvernement et de toutes les entreprises municipales et publiques, ainsi que des entreprises privées employant plus de 100 personnes ou ayant un chiffre d'affaires supérieur à 1 million de dollars. Le «secret commercial» devrait également être annulé dans les entreprises privées, en particulier celles qui revêtent une importance publique particulière et où il y a des arriérés de salaires.
- Ouvrir les registres de propriété et les cadastres fonciers.
- La dépenalisation de la «piraterie intellectuelle», c'est-à-dire l'échange d'informations sur des supports numériques sans but lucratif.
- Fournir aux institutions de recherche et d'enseignement des abonnements à des revues professionnelles dans les domaines où elles mènent des recherches ou forment des spécialistes, acheter toute la littérature nécessaire, numériser toutes les collections de la

bibliothèque nationale et d'autres grandes bibliothèques d'Ukraine et les rendre librement accessibles sur l'internet.

- Restaurer le réseau des bibliothèques publiques en leur donnant accès aux plus grandes bibliothèques en ligne du pays et du monde;
- Le remboursement aux créateurs de produits culturels des coûts de création en cas d'évaluation positive du produit par les utilisateurs, l'allocation de ressources supplémentaires pour la poursuite de l'activité créative en fonction du nombre d'utilisateurs qui ont évalué positivement le produit créé et qui ont exprimé leur intérêt pour les nouveaux produits du développeur.

MAINTIEN DE LA PAIX

Le capitalisme a tué le pays. Le socialisme le rétablira!

Comme le montre l'expérience passée, le conflit à l'Est ne peut être résolu par l'élite dirigeante de l'Ukraine, launte militaire séparatiste établie par la Russie ou les puissances impérialistes. La réconciliation entre les parties au conflit et la restauration du pays ne sont possibles qu'après la résolution des problèmes sociaux dans toute l'Ukraine.

- La fin de l'intervention armée étrangère en Ukraine; le retrait du personnel militaire, de l'équipement militaire et des instructeurs russes du Donbass.
- Le refus des bases militaires et des troupes étrangères sur le territoire du pays, à l'exception des forces de maintien de la paix sous mandat de l'ONU.
- Mener des négociations avec les représentants des collectifs de travail.
- La réintégration de la population du Donbass en Ukraine par le biais de transformations sociales et d'une véritable décentralisation

dans l'intérêt des communautés locales, plutôt que par le biais de l'«austérité».

- La démilitarisation de la Crimée et le rétablissement de son statut juridique international en tant que république autonome au sein de l'Ukraine, les droits des Tatars de Crimée et des autres communautés nationales de la péninsule étant garantis.
- Le désarmement et le démantèlement des groupes d'extrême droite et des groupes armés irréguliers de part et d'autre de la ligne de front.
- Création d'une police municipale des travailleurs et d'une armée de type milice (à l'instar de la Suisse).
- La possibilité d'autodétermination linguistique et culturelle pour toutes les régions.
- Punition de tous les responsables de crimes de guerre; création d'un tribunal international chargé d'enquêter sur ces crimes, ainsi que d'une commission vérité et réconciliation.
- La solidarité avec les citoyens ukrainiens qui ont été victimes de persécutions politiques en raison de leur position civique progressiste dans leur pays, dans les territoires temporairement non contrôlés ou en Russie.
- Lutter contre les tentatives de division du peuple ukrainien, la militarisation, la censure et les atteintes aux libertés civiles.

SOUVERAINETÉ POPULAIRE

La voie de l'indépendance passe par se libérer du capitalisme !

Chaque nation a le droit de mener les politiques qu'elle juge nécessaires. L'Ukraine est dépendante des oligarques, de l'ingérence des puissances impérialistes, des prêts du FMI et des importations d'énergie. Nous défendons le statut de pays non-aligné et

l'indépendance de l'Ukraine par rapport à toutes les institutions qui restreignent notre liberté dans l'intérêt du capital international.

La place même de l'Ukraine dans le système mondial nous amène à conclure que l'orientation de la politique étrangère des gouvernements ukrainiens est erronée, car elle ne peut pas briser le cercle vicieux de la dépendance à l'égard de la Russie ou de l'Occident. Il est nécessaire de développer des liens avec l'Amérique latine, l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique, d'accorder une plus grande attention aux problèmes de ces régions et d'approfondir la coopération économique, sociale, politique, scientifique, technique et humanitaire avec elles.

Nous sommes internationalistes et solidaires des mouvements progressistes, de libération, révolutionnaires, de gauche, démocratiques et humanistes des travailleurs de tous les pays et continents: mouvements syndicaux, ouvriers, étudiants, paysans, écologistes, des droits humains, féministes et antimondialisation. Au lieu de l'intégration des «élites», nous proposons l'intégration des peuples; au lieu de la mondialisation néolibérale dans l'intérêt des sociétés transnationales, nous proposons une mondialisation alternative dans l'intérêt des citoyens ordinaires. En fin de compte, notre objectif stratégique est la transformation révolutionnaire du monde entier qui, à travers l'étape d'une confédération socialiste universelle, conduira à l'extinction de l'État en tant qu'appareil d'oppression et à l'établissement de formes de libre coopération entre les peuples de la planète.

- L'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine envers le FMI et d'autres institutions internationales, dette qui est odieuse et illégale (son utilisation comme moyen de défaut de paiement n'est pas exclue).

- Ne pas utiliser les forces armées ukrainiennes à l'étranger, sauf dans le cadre des forces de maintien de la paix des Nations unies.
- Lutter pour un monde sans frontières et sans obstacles à la circulation. Légaliser le séjour des citoyens étrangers et des apatrides dans le pays, indépendamment de leur origine et de leur statut juridique - personne ne doit être considéré comme illégal. Mise en place de services d'assistance sociale pour les migrants qui séjournent en Ukraine depuis longtemps, et cours de langue gratuits pour eux.
- Le droit de vote aux élections locales/référendums pour les étrangers résidant en permanence en Ukraine.
- L'octroi de l'asile politique à toutes les personnes persécutées pour des raisons politiques (à l'exception des xénophobes ou d'autres personnes ayant des opinions discriminatoires).
- Consolidation des efforts internationaux pour lutter contre les problèmes environnementaux, alimentaires et humanitaires, ainsi que pour contrôler les activités des sociétés transnationales.
- La solidarité avec les organisations indépendantes de la classe ouvrière et les mouvements progressistes qui luttent pour une transformation démocratique dans la Fédération de Russie est essentielle pour mettre fin au conflit.
- Liaison avec les travailleurs des autres pays européens, lutte commune avec eux pour une Europe sociale (États socialistes d'Europe) au lieu de l'ordre néolibéral existant de l'Union européenne.

LIBERTÉ! ÉGALITÉ!
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE!



**СТАТТІ ДО ТРЕТЬОЇ РІЧНИЦІ
ПОВНОМАСШТАБНОГО
ВТОРГНЕННЯ**

Dans la douloureuse lutte de libération nationale que mène l'Ukraine, le Sotsialnyi Rukh défend une perspective socialiste qui combine à la lutte existentielle du pays l'émancipation sociale par l'autodétermination et l'auto-organisation des masses ukrainiennes.

Ce recueil illustre le triple combat que mène cette organisation démocratique de gauche contre l'impérialisme russe agresseur, l'impérialisme américain prédateur et la politique néolibérale destructrice du gouvernement de Kyiv.

Dans une démarche concrète le Sotsialnyi Rukh combat pour un socialisme démocratique d'autogestion. Son

expérience, ses pratiques sociales et ses écrits constituent pour les gauches internationales un acquis inestimable dans leur entreprise d'élaboration d'un programme pour l'émancipation au 21^e siècle.

